4. Evolution des incidences sur les sites Natura 2000

4.1 Synthèse des incidences sur le site FR8212006 « Perron des Encombres » (ZPS)

4.1.1 *Rappel des incidences du dossier de DUP 2006*

4.1.1.1 Interactions avec les sites de chantier Telt

Cf. chapitre 4.2.1.1.

4.1.1.2 Evaluation des incidences

Il est évalué dans le dossier de DUP de 2006 que les nuisances et émissions auront une incidence sur la fréquentation des versants du Pas du Roc (éboulis et zones de fruticées à genévriers en contrebas des falaises calcaires) par le cortège avifaunistique en particulier et par le reste de la faune en général. Cependant, cette incidence concerne un peuplement peu diversifié en lisière de l'habitat et de manière temporaire.
Par conséquent, il n'est retenu qu'une incidence faible (destruction d'habitats d'intérêt communautaire, consommation d'espaces, dérangement, substitution et banalisation des abords). En revanche, il n'est pas précisé quelles espèces sont concernées et dans quelle mesure.

4.1.2 *Réévaluation des incidences 2019*

4.1.2.1 Rappel des évolutions d'emprises depuis 2006

L'évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en 2006 était basée sur les périmètres DUP, soit une enveloppe de 4 ha pour le site de Plan de Saussaz et de 2,97 ha pour le site de dépôt de la Porte.
L'emprise définitive (aujourd'hui réalisée) du site de Plan de Saussaz est de 5,02 ha, en totalité hors périmètre Natura 2000. En revanche, le site de la Porte a été abandonné d'une part suite à des inventaires écologiques conduits sur ce site en 2013 qui ont montré l'existence de très nombreux enjeux écologiques, et d'autre part suite à des évolutions techniques du projet.
Enfin, les dépôts de matériaux excavés liés au creusement de la galerie de Saint-Martin-la-Porte sur le site de Babylone II recoupent très marginalement le site Natura 2000 sur environ 700 m², pour un site d'une superficie de 1,88 ha.

4.1.2.2 Incidences sur les espèces d'intérêt communautaire

Les incidences des aménagements liés à la section transfrontalière vis-à-vis des habitats et espèces justifiant la désignation du site Natura 2000 FR8212006 « Perron des Encombres » " (espèces inscrites à l'arrêté de désignation du 12/07/2018) sont synthétisées dans le tableau suivant.
Ce tableau présente d'une part les incidences des aménagements sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire dans le périmètre du site Natura 2000 ou en connexion directe, et d'autre part les incidences des aménagements en dehors du site Natura 2000, donc concernant les mêmes habitats ou espèces d'intérêt communautaire mais impactés dans le cadre d'autres sites de travaux distants du site Natura 2000 étudié ici.
Nota : sont précisés dans le tableau les caractéristiques des incidences (superficies/effectifs, directes/indirectes, permanentes/temporaires) ainsi que l'état de conservation des habitats impactés au sein des emprises de travaux de la section transfrontalière.

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
Pie-grièche écorcheur (*Lanius collurio*)	A338	Oui	Non	-	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, reproduction probable (Moulin). TdB : 6 couples et 13 ha d'habitats de reproduction impactés (sur 46,8 ha recensés)[2]. Destruction directe permanente d'habitat et risque de perturbation/destruction d'individus. BTPSSF : espèce non concernée par les impacts du projet mais qui bénéficiera des mesures compensatoires. TDB-PaC1-Avrieux : 0,12 ha (hausse de 0,02 ha dans dossier initial vers 0,14 ha). TDB-PaC1-Moulin : - 0,197 ha (baisse de 2,84 ha dans dossier initial vers 2,643 ha). TDB-PaC1-VC : 0,71 ha (baisse de 5,71 ha dans dossier initial vers 6,42 ha).	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitats bien représentés sur les adrets de la vallée de la Maurienne.

[2] Nota : cette espèce protégée au niveau national a fait l'objet d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèce protégée. Dans le cadre du dossier, des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement visant l'espèce ont été définies, ainsi que des mesures de compensation comprenant notamment l'acquisition et la gestion d'habitats occupés par l'espèce.

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						TDB-PaC3-OuestArvan : 0,61 ha (hausse de 4,03 ha dans dossier initial vers 4,64 ha)	
Crave à bec rouge (*Pyrrhocoras pyrrhocorax*)	A346	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Lagopède alpin (*Lagopus mutus helveticus*)	A408	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Tétras lyre (*Tetrao tetrix tetrix*)	A409	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Perdrix bartavelle (*Alectoris graeca saxatilis*)	A412	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Bondrée apivore (*Pernis apivorus*)	A072	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Milan noir (*Milvus migrans*)	A073	Oui	Non	-	Oui	SMP4 : Seulement risque négligeable de perturbation d'individus.	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Espèce présente seulement en activité de chasse à l'amont de la vallée.
Gypaète barbu (*Gypaetus barbatus*)	A076	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Circaète Jean-le-Blanc (*Circaetus gallicus*)	A080	Oui	Non	-	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, espèce de passage (Plan de Saussaz). TdB : 9,5 ha d'habitats de chasse impactés (sur 59 ha recensés)[3]. Destruction directe permanente d'habitat de chasse. TDB-PaC1-Avrieux : 0,18 ha (hausse de 0,16 ha dans dossier initial vers 0,34 ha).	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitats de chasse bien représentés sur les adrets de la vallée de la Maurienne.

[3] Nota : cette espèce protégée au niveau national a fait l'objet d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèce protégée. Dans le cadre du dossier, des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement visant l'espèce ont été définies, ainsi que des mesures de compensation comprenant notamment l'acquisition et la gestion d'habitats occupés par l'espèce.

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						TDB-PaC1-Moulin : - 0,197 ha (baisse de 2,65 ha dans dossier initial vers 2,453 ha). TDB-PaC1-VC : 0,358 ha (baisse de 2,256 ha dans dossier initial vers 2,614 ha). TDB-PaC2-Avrieux : 0,03 ha (hausse de 0,34 ha dans premier porté à connaissance vers 0,37 ha)	
Aigle royal (*Aquila chrysaetos*)	A091	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Faucon pèlerin (*Falco peregrinus*)	A103	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Hibou Grand-Duc (*Bubo bubo*)	A215	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Chouette de Tengmalm (*Aegolius funereux*)	A223	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Chevêchette d'Europe (*Glaucidium passerinum*)	A217	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus caprimulgus*)	A224	Oui	Non	-	Oui	TdB : 1 couple et 0,52 ha d'habitats de reproduction impactés (sur 20,8 ha recensés)[3]. Destruction directe permanente d'habitat et risque de perturbation/destruction d'individus. TDB-PaC1-Avrieux : 0,43 ha (hausse de 0,51 ha dans dossier initial vers 0,94 ha). TDB-PaC2-Avrieux : 0,27 ha (hausse de 0,94 ha dans premier porté à connaissance vers 1,21 ha)	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitats bien représentés sur les adrets de la vallée de la Maurienne.
Pic noir (*Dryocopus martius*)	A236	Oui	Non	-	Oui	SMP4 : Seulement risque négligeable de perturbation d'individus.	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitats

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						TdB : 0,01 ha d'habitats de chasse impactés (sur 22,5 ha recensés)[4]. Destruction directe permanente d'habitat de chasse.	abondants en vallée de la Maurienne.

Sources des données : TdB : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » du creusement Tunnel de Base (TdB) (2015) ; SMP4 : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » des travaux de reconnaissance à partir de la descenderie de Saint-Martin-la-Porte (2013) ; TDB-PaC1 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB, distinction de l'information par secteur Avrieux, Villard-Clément et Moulin (2017) ; TDB-PaC2 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB pour le secteur d'Avrieux (2019) ; TDB-PaC3 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB pour le secteur Ouest-Arvan (2019) ; BTPSSF : note sur la prise en compte des espèces protégées dans le cadre de la modification du trace de la bande transporteuse entre le Plan des Saussaz et le site de Saint-Félix (2015) ; DUP2006 : évaluation des incidences Natura 2000 dans le cadre du dossier DUP de la Nouvelle Liaison ferroviaire Turin-Lyon (2006) ; DESCENDERIES : Nouvelle liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin – Mission M2 Dossier CNPN (2004).

[4] Nota : cette espèce protégée au niveau national a fait l'objet d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèce protégée. Dans le cadre du dossier, des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement visant l'espèce ont été définies, ainsi que des mesures de compensation comprenant notamment l'acquisition et la gestion d'habitats occupés par l'espèce.

4.2 Site FR8201782 " Perron des Encombres" (ZSC)

4.2.1 *Rappel des incidences du dossier de DUP 2006*

4.2.1.1 Interactions avec les sites de chantier Telt

Dans le dossier de 2006, deux sites de travaux TELT situés à proximité du site ont été retenus pour l'évaluation des incidences Natura 2000 :

- Le site du Plan des Saussaz (zone d'attaque), d'une surface totale de 4 ha environ en rive droite de l'Arc ;
- Le site de dépôt de la Porte, d'une surface de 2,97 ha, situé au niveau d'une décharge à l'ouest du hameau de la Porte ;
- Des installations logistiques de transport entre la zone d'attaque et le site de dépôt (plusieurs solutions envisagées : bandes transporteuses, télébenne, solution mixte piste et bande transporteuse).

Aucun des deux sites de travaux n'intersecte le périmètre de la ZSC, mais tous deux tangentent les limites du site. Les installations logistiques envisagées étaient toutes localisées hors périmètre Natura 2000.

4.2.1.2 Evaluation des incidences

- **Site de Plan de Saussaz**

L'implantation même de la zone d'attaque de Plan des Saussaz a été choisie afin d'impacter au minimum le site Natura 2000. En revanche, la mise en place du chantier a provoqué la destruction d'une grande partie des pelouses d'intérêt communautaire qui étaient présentes sur son emprise, mais hors site Natura 2000.
Les deux autres habitats relevant de la directive et concernés, à savoir, les éboulis thermophiles périalpins (8120) et les falaises continentales calcaires (8210) ont été touchés beaucoup plus marginalement. Les impacts du projet à ce niveau ont été évalués comme faibles.
Par conséquent, les impacts directs du chantier sur l'ensemble des habitats relevant de la Directive ont été évalués comme faibles au niveau de l'emprise directe du chantier et de la zone Natura 2000. En revanche, il n'existe pas dans le dossier de quantification numérique de ces incidences.

Concernant les espèces d'intérêt communautaire, aucune n'est présente sur l'emprise du chantier ou dans le périmètre Natura 2000 à proximité. Les impacts sur les espèces végétales relevant de la Directive ont été évalués comme inexistants.

- **Site de la Porte**

La mise en dépôt de déblais au niveau du site de La Porte provoque la destruction de la végétation des Eboulis thermophiles (8120). Cependant, cet habitat étant fréquemment présent au niveau des sites voisins et plus généralement sur l'ensemble de la vallée de la Maurienne, l'impact du projet sur les habitats relevant de la Directive est évalué come faible et hors zone Natura 2000. Les incidences concernent également des habitats situés en bordure de la zone de dépôt, de type pelouses thermophiles (6210). Les impacts du projet à ce niveau ont été évalués comme faibles.
Par conséquent, les impacts directs du chantier sur l'ensemble des habitats relevant de la Directive ont été évalués comme faibles au niveau de l'emprise directe du chantier et de la

zone Natura 2000. En revanche, il n'existe pas dans le dossier de quantification numérique de ces incidences.

Concernant les espèces d'intérêt communautaire, aucune n'est présente sur l'emprise du chantier ou dans le périmètre Natura 2000 à proximité. Les impacts sur les espèces végétales relevant de la Directive ont été évalués comme inexistants.

- **Installations logistiques de transport**

Pour les trois solutions étudiées, les impacts sur les habitats d'intérêt communautaire sont évalués comme temporairement importants sur les habitats de prairies et éboulis (bande transporteuse), temporaires sur les habitats de prairies et éboulis (télébenne) et potentiellement importantes sur des habitats de valeur écologique moyenne donc faibles (solution mixte bande transporteuse et piste).

- **Conclusion**

Le dossier de 2006 conclue sur le fait que les incidences sur les enjeux identifiés ne sont pas notables car se limitant à un niveau de perturbation faible sur des espèces animales d'intérêt communautaire mais non prioritaire, et une incidence réduite sur des habitats d'intérêt communautaire mais non prioritaires (pelouses substeppiques), situés en bordure du dépôt.

4.2.2 *Réévaluation des incidences 2019*

4.2.2.1 Rappel des évolutions d'emprises depuis 2006

L'évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en 2006 était basée sur les périmètres DUP, soit une enveloppe de 4 ha pour le site de Plan de Saussaz et de 2,97 ha pour le site de dépôt de la Porte.
L'emprise définitive (aujourd'hui réalisée) du site de Plan de Saussaz est de 5,02 ha, en totalité hors périmètre Natura 2000. En revanche, le site de la Porte a été abandonné d'une part suite à des inventaires écologiques conduits sur ce site en 2013 qui ont montré l'existence de très nombreux enjeux écologiques, et d'autre part suite à des évolutions techniques du projet.
Enfin, les dépôts de matériaux excavés liés au creusement de la galerie de Saint-Martin-la-Porte sur le site de Babylone II recoupent très marginalement le site Natura 2000 sur environ 700 m², pour un site de dépôt d'une superficie de 1,88 ha.

4.2.2.2 Incidences sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire

Les incidences des aménagements liés à la section transfrontalière vis-à-vis des habitats et espèces justifiant la désignation du site Natura 2000 FR8201782 " Perron des Encombres" (habitats et espèces inscrits à l'arrêté de désignation du 31/05/2010) sont synthétisées dans le tableau suivant.

Ce tableau présente d'une part les incidences des aménagements sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire au sein du périmètre du site Natura 2000 ou en connexion directe, et d'autre part les incidences des aménagements en dehors du site Natura 2000, donc concernant les mêmes habitats ou espèces d'intérêt communautaire mais impactés dans le cadre d'autres sites de travaux distants du site Natura 2000 étudié ici.

Nota : sont précisés dans le tableau dans la mesure des informations disponibles, les caractéristiques des incidences (superficies/effectifs, directes/indirectes, permanentes/temporaires) ainsi que l'état de conservation des habitats impactés au sein des emprises de travaux de la section transfrontalière.

Nom de l'habitat	Code Natura 2000	Habitat impacté par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
Landes alpines et boréale	4060	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises, présent à plus haute altitude.
Fourrés de *Salix spp.* subarctiques	4080	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises, présent à plus haute altitude.
Pelouses calcaires alpines et subalpines	6170	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises, présent à plus haute altitude.
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometalia*)	6210	Oui	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, habitat touché directement par le chantier (Plan de Saussaz). DUP2006 : pas de quantification Destruction directe permanente d'habitat. Incidences considérées comme faibles dans DUP de 2006.	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, habitat touché directement par le chantier (La Praz, Moulin). TdB : 5,14 ha SMP4 : 0,98 ha Destruction directe permanente d'habitat. État de conservation moyen à bon pour les sites amont (Avrieux, Villarodin-Bourget…) mais moyen à mauvais pour les sites en	Incidences non significatives. Habitat largement représenté sur le site (151 ha) et plus globalement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.

Nom de l'habitat	Code Natura 2000	Habitat impacté par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						aval (St-Julien-Montdenis, Villargondran…). TDB-PaC1-Avrieux : 0,16 ha (hausse de 0,17 ha dans dossier initial vers 0,33 ha) TDB-PaC1-VC : 0,357 ha (hausse de 2,161 ha dans dossier initial vers 2,518 ha) TDB-PaC2-Avrieux : 0,03 ha (hausse de 0,33 ha dans premier porté à connaissance vers 0,36 ha) TDB-PaC3-OuestArvan : 0,04 ha (hausse de 0,29 ha dans dossier initial vers 0,33 ha)	
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin	6430	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Prairies de fauche de montagne	6520	Non	Non	-	Oui	TdB : 0,18 ha Destruction directe permanente d'habitat. État de conservation moyen	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitat bien représenté sur le site (31 ha) et plus globalement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.
Tourbières basses alcaline	7230	Non	Non	-	Non	-	Habitats humides absents de l'aire d'étude.
Éboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (*Thlaspietea rotundifolii*)	8120	Non	Non	-	Non	-	Habitats humides absents de l'aire d'étude.
Éboulis méditerranéens occidentaux et thermophiles	8130	Oui	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, habitat touché directement par le chantier (Plan de Saussaz). DUP2006 : pas de quantification Destruction directe permanente d'habitat. Incidences considérées comme marginales dans DUP de 2006.	Oui	TdB : 2,17 ha Destruction directe permanente d'habitat. TDB-PaC1-Avrieux : 0,1 ha (hausse de 0,16 ha dans dossier initial vers 0,26 ha)	Incidences non significatives. Incidence marginale au sein du périmètre du site. Habitat bien représenté sur le site (47 ha) et plus largement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.

Nom de l'habitat	Code Natura 2000	Habitat impacté par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	8210	Oui	Oui	DUP2006 : pas de quantification Destruction directe permanente d'habitat. Incidences considérées comme marginales dans DUP de 2006.	Non	-	Incidences non significatives. Incidence marginale au sein du périmètre du site. Habitat très largement représenté sur le site (341 ha) et plus largement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.
Hêtraies de l'*Asperulo-Fagetum*	9130	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Hêtraies calcicoles médio-européennes du *Cephalanthero-Fagion*	9150	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Forêts de pentes, éboulis ou ravins du *Tilio-Acerion* *	9180	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnard à alpin (*Vaccinio-Piceetea*)	9410	Non ?	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata*	9430	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.

Sources des données : TdB : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » du creusement Tunnel de Base (TdB) (2015) ; TDB-PaC1 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB, distinction de l'information par secteur Avrieux, Villard-Clément et Moulin (2017) ; TDB-PaC2 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB pour le secteur d'Avrieux (2019) ; TDB-PaC3 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB pour le secteur Ouest-Arvan (2019) ; SMP4 : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » des travaux de reconnaissance à partir de la descenderie de Saint-Martin-la-Porte (2013) ; DUP2006 : évaluation des incidences Natura 2000 dans le cadre du dossier DUP de la Nouvelle Liaison ferroviaire Turin-Lyon (2006) ; DESCENDERIES : Nouvelle liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin – Mission M2 Dossier CNPN (2004).

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
Sabot de Vénus (*Cypripedium calceolus*)	1902	Oui	Non	-	Oui	TdB : 22 pieds.	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Espèce bien présente à l'échelle de la vallée.

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						Destruction directe permanente d'individus[5].	
Panicaut des Alpes (*Eryngium alpinum*)	1604	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.
Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*)	1065	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.

Sources des données : TdB : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » du creusement Tunnel de Base (TdB) (2015) ; SMP4 : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » des travaux de reconnaissance à partir de la descenderie de Saint-Martin-la-Porte (2013) ; DUP2006 : évaluation des incidences Natura 2000 dans le cadre du dossier DUP de la Nouvelle Liaison ferroviaire Turin-Lyon (2006).

[5] Nota : Espèce végétale protégée au niveau national, le Sabot de Vénus a fait l'objet d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèce protégée. Dans le cadre de ce dossier, des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement visant l'espèce ont été définies, ainsi que des mesures de compensation comprenant notamment l'acquisition et la gestion d'habitats forestiers occupés par l'espèce.

4.3 Site FR8201779 "Formations forestières et herbacées sèches des Alpes internes" (ZSC)

4.3.1 *Rappel des incidences du dossier de DUP 2006*

4.3.1.1 Interactions avec les sites de chantier Telt

Dans le dossier de 2006, un seul site de travaux TELT situé à proximité du site est retenu pour l'évaluation des incidences Natura 2000. Il s'agit de la plateforme du Puits d'Avrieux, seul site de travaux d'Avrieux susceptible d'avoir une incidence directe sur le site Natura 2000 et dont seule la piste d'accès se situe dans le périmètre du site Natura 2000.
Les autres sites de travaux sont distants du site Natura 2000 ou positionnés en aval et plus bas en altitude limitant de fait les interactions possibles (cas du site de dépôt des Tierces et de la plateforme du Moulin, cette dernière étant située au plus près à 500 m en distance et 100 m en altitude du site Natura 2000).

Dans le dossier de 2006, le périmètre d'étude comprend l'ensemble des secteurs concernés par le projet, tant en phase travaux qu'en phase exploitation :

- La plate-forme de l'usine de ventilation ;
- La piste entre la plate-forme et la RD 215 ainsi que les environs proches ;
- La piste aval entre la RD 215 et le pont sur l'Arc (option non retenue).

4.3.1.2 Evaluation des incidences

- **Incidences des travaux de la tête de puits**

L'implantation même de la tête du puits a été choisie afin d'impacter au minimum le site Natura 2000. Elle a été finalement positionnée, après négociation avec l'Armée et l'Architecte des Bâtiments de France, à proximité du champ de tir, hors du site Natura 2000. De fait, ces incidences seront limitées puisque la plate-forme existe déjà en grande partie. La réalisation de l'usine de ventilation nécessitera le déboisement sur les milieux limitrophes (pinède à pin sylvestre) en amont pour une meilleure intégration au site (adossement au talus), et en aval pour le déplacement du stand de tir.

- **Incidences des accès au chantier**

Les travaux d'accès au chantier auront une incidence sur le site Natura 2000. Cette incidence est différente selon qu'il s'agisse de l'accès par la RD 215 via Avrieux ou de l'accès nécessitant la création d'une piste nouvelle en aval de la RD 215, variante non retenue.
La piste existante, entre la plateforme et la RD 215, doit être élargie avec un empiètement très localisé. La surface nécessaire pour l'élargissement de l'épingle a été évalué à 300 m² de pelouses steppiques, habitat d'intérêt communautaire. Les incidences ont par conséquent été évaluées comme faibles.
L'évaluation des incidences s'est également intéressée au cas des chiroptères, notamment au Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersii*) et au Petit Murin (*Myotis blythii*), le premier ayant été contacté sur le site en 2004 et le second étant cité en bibliographie. Il a été évalué que ces deux espèces ne seraient pas perturbées lors de leur activité de chasse nocturne, ni lors de leur repos diurne. A noter que ces deux espèces n'ont pas été retenues par la suite comme justifiant la désignation du site Natura 2000.

4.3.2 *Réévaluation des incidences 2019*

4.3.2.1 Rappel des évolutions d'emprises depuis 2006

L'évaluation des incidences Natura 2000 réalisée en 2006 était basée sur les périmètres DUP, soit une emprise théorique de 3,35 ha pour la plateforme du Puit d'Avrieux.
La superficie du site retenue dans le « Projet de référence » était de 1,13 ha et a été portée en phase « PRO » à 1,71 ha (modification en 2017), soit une hausse de 0,58 ha principalement pour la pose des filets pare blocs et l'aménagement de la nouvelle piste. Ensuite, l'emprise du site ont été revues en phase « PRO2 » à 2,09 ha (modification en 2019), soit 0,38 ha supplémentaires, du fait de la création d'une plate-forme à la cote 1305 pour s'affranchir de l'évacuation de déblais lors du terrassement de la plateforme.

4.3.2.1 Incidences sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire

Les incidences des aménagements liés à la section transfrontalière vis-à-vis des habitats et espèces justifiant la désignation du site Natura 2000 FR8201779 "Formations forestières et herbacées sèches des Alpes internes" (habitats et espèces inscrits à l'arrêté de désignation du 31/05/2010) sont synthétisées dans le tableau suivant.
Ce tableau présente d'une part les incidences des aménagements sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire dans le périmètre du site Natura 2000 ou en connexion directe, et d'autre part les incidences des aménagements en dehors du site Natura 2000, donc concernant les mêmes habitats ou espèces d'intérêt communautaire mais impactés dans le cadre d'autres sites de travaux distants du site Natura 2000 étudié ici.
Nota : sont précisés dans le tableau les caractéristiques des incidences (superficies/effectifs, directes/indirectes, permanentes/temporaires) ainsi que l'état de conservation des habitats impactés au sein des emprises de travaux de la section transfrontalière.

Nom de l'habitat	Code Natura 2000	Habitat impacté par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos*	3240	Oui	Non	-	Oui	TdB : 0,19 ha Destruction directe permanente d'habitat. État de conservation moyen à mauvais. TDB-PaC1-VC : 0 ha (baisse de 0,015 ha)	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitat disséminé le long de l'Arc.
Landes alpines et boréale	4060	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises, présent à plus haute altitude.
Pelouses calcaires alpines et subalpines	6170	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises, présent à plus haute altitude.
Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometalia*)	6210	Oui	Oui	TdB : 0,17 ha Destruction directe permanente d'habitat. En bon état de conservation, sauf à proximité de l'ancien champ de tir. TDB-PaC1-Avrieux : 0,16 ha (hausse de 0,17 ha dans dossier initial vers 0,33 ha) TDB-PaC2-Avrieux : 0,03 ha (hausse de 0,33 ha dans premier porté à connaissance vers 0,36 ha)	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, habitat touché directement par le chantier (Plan de Saussaz, La Praz, Moulin). DUP2006 : pas de quantification Destruction directe permanente d'habitat. Incidences considérées comme faibles dans DUP de 2006. TdB : 4,97 ha SMP4 : 0,98 ha	Incidences non significatives. Surface impactée faible au sein du périmètre du site. Habitat largement représenté sur le site (438 ha) et plus globalement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.

Nom de l'habitat	Code Natura 2000	Habitat impacté par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						Destruction directe permanente d'habitat. État de conservation moyen à bon pour les sites amont (Avrieux, Villarodin-Bourget…) mais moyen à mauvais pour les sites en aval (St-Julien-Montdenis, Villargondran…). TDB-PaC1-VC : 0,357 ha (hausse de 2,161 ha dans dossier initial vers 2,518 ha) TDB-PaC3-OuestArvan : 0,04 ha (hausse de 0,29 ha dans dossier initial vers 0,33 ha)	
Prairies de fauche de montagne	6520	Oui	Non	-	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, habitat touché directement par le chantier (Moulin). TdB : 0,18 ha Destruction directe permanente d'habitat. État de conservation moyen	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitat bien représenté sur le site (65 ha) et plus globalement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.
Tourbières basses alcaline	7230	Non	Non	-	Non	-	Habitats humides absents de l'aire d'étude.
Éboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (*Thlaspietea rotundifolii*)	8120	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Éboulis méditerranéens occidentaux et thermophiles	8130	Oui	Oui	TdB : 0,16 ha Destruction directe permanente d'habitat. Typicité plutôt faible et état de conservation moyen. Toutes les surfaces recensées et impactées se situent en dehors du périmètre du site Natura 2000. TDB-PaC1-Avrieux : 0,1 ha (hausse de 0,16 ha dans dossier initial vers 0,26 ha) TDB-PaC2-Avrieux : hausse négligeable (47 m²).	Oui	DESCENDERIES : pas de quantification, habitat touché directement par le chantier (Plan de Saussaz). DUP2006 : pas de quantification Destruction directe permanente d'habitat. Incidences considérées comme marginales dans DUP de 2006. TdB : 2,01 ha	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitat peu représenté sur le site (3,4 ha) mais peut-être sous-évalué. En revanche, habitat largement représenté à l'échelle de la vallée de la Maurienne.

Nom de l'habitat	Code Natura 2000	Habitat impacté par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						Destruction directe permanente d'habitat.	
Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	8210	Oui	Non	-	Oui	DUP2006 : pas de quantification Destruction directe permanente d'habitat. Incidences considérées comme marginales dans DUP de 2006.	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du périmètre du site. Habitat bien représenté sur le site (30,95 ha) et plus globalement à l'échelle de la vallée de la Maurienne.
Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	8220	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnard à alpin (*Vaccinio-Piceetea*)	9410	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
,9Forêts montagnardes et subalpines à *Pinus uncinata*	9430	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.
Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*)*	91^{E}0*	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Habitat absent des emprises.

Sources des données : TdB : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » du creusement Tunnel de Base (TdB) (2015) ; TDB-PaC1 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB, distinction de l'information par secteur Avrieux, Villard-Clément et Moulin (2017) ; TDB-PaC2 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB pour le secteur d'Avrieux (2019) ; TDB-PaC3 : porté a connaissance de modifications au projet dans le cadre de l'arrête préfectoral CNPN TdB pour le secteur Ouest-Arvan (2019) ; SMP4 : dossier de demande de dérogation « espèces protégées » des travaux de reconnaissance à partir de la descenderie de Saint-Martin-la-Porte (2013) ; DUP2006 : évaluation des incidences Natura 2000 dans le cadre du dossier DUP de la Nouvelle Liaison ferroviaire Turin-Lyon (2006) ; DESCENDERIES : Nouvelle liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin – Mission M2 Dossier CNPN (2004).

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
Sabot de Vénus (*Cypripedium calceolus*)	1902	Oui	Non	-	Oui	TdB : 22 pieds.	Incidences non significatives. Aucune incidence au sein du

Nom de l'espèce	Code Natura 2000	Espèce impactée par section transfrontalière	Incidences dans le site Natura 2000 ou en connexion directe		Incidences hors site Natura 2000		Synthèse des incidences
				Nature des incidences		Nature des incidences	
						Destruction directe permanente d'individus[6].	périmètre du site. Espèce bien présente à l'échelle de la vallée.
Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*)	1065	Non	Non	-	Non	-	Aucune incidence. Espèce et ses habitats absents des emprises.

[6] Nota : Espèce végétale protégée au niveau national, le Sabot de Vénus a fait l'objet d'une demande de dérogation pour la destruction d'espèce protégée. Dans le cadre de ce dossier, des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement visant l'espèce ont été définies, ainsi que des mesures de compensation comprenant notamment l'acquisition et la gestion d'habitats forestiers occupés par l'espèce.

5. Appréciation des incidences cumulées

L'analyse des incidences cumulées vise pour le porteur d'un projet à évaluer les incidences conjuguées de son activité avec les autres projets dont il est responsable (circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000).
La société Tunnel Euralpin Lyon-Turin ne porte en nom propre aucun autre projet d'aménagement susceptible de porter atteinte aux sites Natura 2000 traités précédemment.

6. Conclusion

La plupart des sites de chantier ou de dépôt nécessaires au creusement des descenderies et du tunnel de base ont été systématiquement choisis pour être localisés en dehors des périmètres des sites Natura 2000 de la Maurienne. Seul un site de chantier aura une emprise au sein d'un site Natura 2000, il s'agit de la plateforme d'Avrieux. En revanche, il convient de préciser qu'il s'agit simplement d'aménager une nouvelle piste pour des questions de sécurité des personnels et que les emprises sur les habitats naturels et les habitats d'espèces d'intérêt communautaire restent de très faible ampleur. Par ailleurs, la création de piste de chantier ne figure pas dans la liste des travaux/aménagements de l'article R. 414-19 du code de l'environnement et aucune évaluation n'est donc requise pour ce type de travaux/aménagements.
La majorité des surfaces impactées sur des habitats naturels ou habitats d'espèces d'intérêt communautaire se trouvent en dehors des périmètres des sites Natura 2000. Les incidences sur ces différents compartiments apparaissent faibles au regard des surfaces présentes au sein même des sites Natura 2000 ou plus globalement en vallée de la Maurienne.
En termes de perturbation des individus et de fonctionnalités écologiques, par la quasi-absence d'emprise directe sur les périmètres des sites Natura 2000 et grâce aux mesures ERC mises en oeuvre, les incidences apparaissent également non significatives.

Les évolutions techniques concernant les emprises des sites de travaux TELT et les évolutions concernant les sites Natura 2000 la ZPS FR8212006 et la ZSC FR8201782 " Perron des Encombres" et la ZSC FR8201779 "Formations forestières et herbacées sèches des Alpes internes » ne remettent pas en cause les conclusions de non significativité des incidences de l'évaluation produite en 2006 dans le cadre du dossier de DUP.

_____

LIST OF ANNEXES

Cross-border section of the new Turin-Lyon line

Turin-Lyon [redacted]

Special
Other annexes to Part B:

- *B 1.0 - TELT Statute*
- *B 1.1 - 1996 France-Italy Treaty*
- *B 1.2 - 2001 Italy-France Treaty*
- *B 1.3 - 2012 Italy-France Treaty*
- *B 1.4 - 2015 Italy-France Treaty*
- *B 1.5 - 2016 Italy-France Treaty Additional Protocol*
- *B 2.1 - Delibera CIPE_57 2011*
- *B 2.2 - Delibera CIPE_19 2015*
- *B 2.3 - Delibera CIPE_30 2018*
- *B 2.4 - Delibera CIPE_39 2018*
- *B 2.5.1 - PUT - Determina MiTE n.248 2022*
- *B 2.5.2 - PUT - CTVIA Parere n.538 2022*
- *B 2.6 - Determina n.1004 TELT Proroga Pubblica utilità 2022 signed*
- *B 3.1 - DUP 18 12 2007*
- *B 3.2 - AP 12 02 2007*
- *B 3.3 - AP 04 03 2011*
- *B 3.4 - AP DUP 30 03 2011*
- *B 3.5 - AP 16 08 2016*
- *B 3.6 - AP DUP 06 12 2017*
- *B 4.1 - Authorisations, approvals and permits*
- *B 5.1 - Letter of Intent Italian Ministry*
- *B 6.1 - Support Letters*
- *B 7.1 - S-Curves*
- *B 8.1 - TELT_2023_CHEMIN DE FER*
- *B 9.1 - CLIMATE PROOFING*

LIST OF ANNEXES

Cross-border section of the new Turin-Lyon line

Turin-Lyon [redacted]

B 1.0 - TELT Statute

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN

STATUTO DI TELT SAS

aggiornato al 3 aprile 2023

TUNNEL EURALPIN LYON TURIN

Società per azioni semplificata con capitale di euro 1.000.000

Lo Stato francese, rappresentato dal Ministero della Transizione ecologica e della Coesione territoriale, nella persona di Thierry COQUIL, Direttore Generale delle Infrastrutture, dei Trasporti e delle Mobilità, domiciliato in Tour Sequoïa – F 92055 La Défense Cedex, debitamente autorizzato a firmare il presente statuto, che agisce in qualità di socio;

e

Ferrovie dello Stato italiano S.p.A., società controllata dallo Stato italiano, avente come socio unico il Ministero dell'Economia e delle Finanze e sede in Roma, Piazza della Croce Rossa, 1, 00161 Italia, rappresentata dall'Amministratore Delegato Dott. Luigi FERRARIS, debitamente autorizzato a firmare il presente statuto, che agisce in qualità di socio;

Viste, nelle rispettive versioni consolidate, le Direttive 89/665/CEE, modificata segnatamente dalla Direttiva 2007/66/CE, 2001/14/CE, 2004/17/CE;

Visto l'Accordo tra il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Francese per la realizzazione e l'esercizio di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione, firmato a Roma il 30 gennaio 2012, entrato in vigore il 1° agosto 2014,

Adottano il presente Statuto della Società per azioni semplificata
"TUNNEL EURALPIN LYON TURIN",
Società per azioni semplificata
Con capitale di 1.000.000 euro,
Sede legale: Bâtiment LINKLAB, 455 chemin de la Cassine, 73000 Chambéry (Francia)
Direzione operativa a Collegno (Torino), Italia
RCS [*Registre de Commerce et des Sociétés*] n° 439 556 952

TITOLO 1
FORMA - OGGETTO - DENOMINAZIONE - SEDE - DURATA

Articolo 1 Forma

Il Promotore Pubblico è una società per azioni semplificata (la «**Società**») disciplinata dall'Accordo del 30 gennaio 2012 tra il Governo della Repubblica Francese e il Governo della Repubblica Italiana per la realizzazione e l'esercizio di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione (l'«**Accordo del 30 gennaio 2012**»), dalle leggi e regolamenti francesi in vigore e dal presente statuto.

Articolo 2 Oggetto

2.1 La Società ha per oggetto tutti i compiti ed esercita tutte le competenze alla stessa riconosciute ai sensi dell'Accordo del 30 gennaio 2012. A tal proposito ha, in particolare, i seguenti compiti:

- la direzione strategica e operativa del progetto della nuova linea ferroviaria Torino-Lione sulla sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;

- la progettazione, la realizzazione e l'esercizio della linea ferroviaria e delle opere della sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;

- la conclusione e il monitoraggio dei contratti richiesti dalle suddette operazioni, di cui assicura il buon compimento nei confronti dello Stato francese, dello Stato italiano e dell'Unione europea;

- la gestione dell'infrastruttura, ai sensi della direttiva 2001/14/CE o di ulteriori testi legislativi aventi lo stesso oggetto:

    - della sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;

    - della linea storica del Fréjus definita al punto e) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, alle condizioni che, in applicazione dell'articolo 24 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, saranno definite con una modifica della Convenzione del 29 gennaio 1951;

- la definizione dei canoni di utilizzo della sezione transfrontaliera definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, e, conformemente all'articolo 25 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, della sezione della linea storica situata tra le interconnessioni con la nuova linea;

- la realizzazione di ogni altra missione a essa affidata dallo Stato francese e dallo Stato italiano nell'ambito del progetto della nuova linea ferroviaria tra Torino e Lione.

2.2 La Società ha, inoltre, per oggetto, conformemente all'Accordo del 29 gennaio 2001 e all'Accordo del 30 gennaio 2012 tra il Governo della Repubblica Francese ed il Governo della Repubblica Italiana per la realizzazione e l'esercizio di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione, la conduzione di studi, ricognizioni e lavori preliminari della sezione transfrontaliera definita all'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012.

2.3 La Società può, infine, porre in essere ogni operazione finanziaria, commerciale, industriale, mobiliare o immobiliare direttamente o indirettamente connessa all'oggetto sociale precitato, in particolare facilitandone o completandone la realizzazione.

Articolo 3 Denominazione sociale

La Denominazione sociale della Società è: «**TUNNEL EURALPIN LYON TURIN**».

La denominazione sociale deve essere indicata su ogni atto o documento proveniente dalla Società e destinato a terzi, preceduta o seguita immediatamente dalle parole « società per azioni semplificata » o dalle iniziali « SAS » e dall'ammontare del capitale sociale.

Articolo 4 Sede legale

La sede legale si trova a Bâtiment LINKLAB, 455 chemin de la Cassine, 73000 Chambéry (Francia), dove risiede almeno la metà del personale della Società.

La direzione operativa della Società ha sede a Collegno (TO), Italia.

Articolo 5 Durata

La durata dalla Società è fissata in 99 (novantanove) anni, a partire dalla data di iscrizione nel Registro delle Imprese, tranne in caso di scioglimento anticipato o di proroga deliberata tramite decisione collettiva dei Soci.

TITOLO 2
CONFERIMENTI - CAPITALE SOCIALE – MODIFICHE – FORMA DELLE AZIONI – DIRITTI E OBBLIGHI – TRASFERIMENTO DELLE AZIONI

Articolo 6 Capitale sociale

Il capitale sociale della Società è fissato in 1.000.000€ (un milione di euro) suddiviso in 2.000 (duemila) azioni del valore nominale di 500€ (cinquecento euro) ognuna, interamente liberate e detenute in quote paritarie dallo Stato francese e da Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A. (i «**Soci**»).

Articolo 7 Modifiche al capitale sociale

Il capitale sociale può essere aumentato o diminuito alle condizioni previste dalla legge o per decisione collettiva dei Soci e, in tutti i casi, in ottemperanza dell'Accordo del 30 gennaio 2012.

Articolo 8 Tipologia delle azioni

Le azioni sono obbligatoriamente nominative.

La proprietà delle azioni deriva dalla loro iscrizione, a nome del o dei titolari sui registri tenuti all'uopo dalla Società. Un'attestazione di iscrizione nel registro viene rilasciata dalla Società all'azionista che ne faccia richiesta.

Per la parte italiana, le azioni sono detenute da Ferrovie dello Stato Italiane S.p.A., in nome e per conto dello Stato italiano.
Per la parte francese, le azioni sono detenute dallo Stato francese.

Articolo 9 Diritti e obblighi inerenti alle azioni

Ogni azione conferisce il diritto, ai fini della ripartizione degli utili e dell'attivo sociale, a una quota proporzionale alla parte di capitale rappresentato dall'azione. I Soci sostengono le perdite limitatamente all'ammontare dei loro conferimenti.

Il possesso di un'azione comporta a tutti gli effetti l'adesione allo statuto e alle decisioni dei Soci.

Articolo 10 Trasferimento delle azioni della Società

Conformemente alle disposizioni dell'Accordo del 30 gennaio 2012, la Società deve in ogni momento essere controllata in modo paritario dallo Stato francese e dallo Stato italiano. Le azioni della Società sono inalienabili.

TITOLO 3
AMMINISTRAZIONE DELLA SOCIETÀ – DIREZIONE – DELEGHE – ACCORDI REGOLAMENTATI

Articolo 11 Consiglio di Amministrazione

11.1 All'interno della Società, viene istituito un organo collegiale denominato « Consiglio di Amministrazione » il cui compito è di garantire il controllo permanente della gestione della Società alle condizioni previste dal presente statuto.

Il Consiglio di Amministrazione è composto da dieci (10) membri con diritto di voto (gli «Amministratori») tra cui il Presidente e il Direttore Generale, che ne sono membri di diritto, e quattro (4) Amministratori designati da ciascuno degli Stati e confermati dai Soci per una durata rinnovabile di sei (6) anni. Per garantire la Segreteria del Consiglio di Amministrazione, il Presidente viene assistito da un dipendente della Società, (il Segretario), scelto dal Presidente, d'intesa con il Direttore Generale. Il Segretario assiste alle sedute del Consiglio di Amministrazione, ma non prende parte né ai dibattiti né alle votazioni.

La designazione degli Amministratori da parte degli Stati italiano e francese è effettuata tramite notifica scritta alla Società e ratificata con decisione dei Soci.

Tra gli Amministratori, lo Stato francese nomina il Presidente mentre lo Stato italiano nomina il Direttore Generale.

Ogni Amministratore è nominato *intuitu personae* e, se persona fisica, può essere rappresentato unicamente da un altro Amministratore.

Gli Amministratori, a parte il Presidente e il Direttore Generale, possono essere persone fisiche o giuridiche. Gli Amministratori persone giuridiche sono rappresentati dai loro rappresentanti legali o da persone fisiche cui è stato conferito un mandato.

Gli Amministratori, che non siano né il Presidente né il Direttore Generale, sono revocabili in ogni momento, senza motivo né indennizzo, su decisione dello Stato che li ha designati; quest'ultimo provvede alla loro sostituzione con riserva di darne comunicazione al Presidente e al Direttore generale tramite lettera raccomandata A.R. e copia all'altro Stato e ai Soci. Tale revoca può avere effetto immediato.

Fatte salve le disposizioni relative al Presidente e al Direttore Generale della Società, la sostituzione di un Amministratore, indipendentemente dalla causa, avverrà con le stesse modalità previste per la sua nomina, nel rispetto della rappresentanza paritetica degli Stati.

In caso di decesso, dimissioni (volontarie o d'ufficio) o impedimento a svolgere le sue mansioni, per un periodo superiore a due (2) mesi, di uno degli Amministratori, lo Stato che ha provveduto alla sua designazione dovrà procedere immediatamente alla relativa sostituzione, informandone previamente il Presidente e il Direttore Generale tramite lettera raccomandata A.R., con copia all'altro Stato e ai Soci.

Le funzioni di Amministratore non sono remunerate. La "Società", tuttavia, rimborserà le ragionevoli spese sostenute nel corso dell'esercizio delle sue funzioni su presentazione di documenti giustificativi debitamente quietanzati, con la precisazione che qualunque spesa eccedente una somma annuale determinata dal Consiglio di Amministrazione dovrà essere previamente autorizzata da quest'ultimo, conformemente al presente statuto.

La Commissione Europea può nominare, per un mandato di sei (6) anni rinnovabile, un rappresentante che siede nel Consiglio di Amministrazione come membro senza diritto di voto.

Le regioni Rodano-Alpi (Francia) e Piemonte (Italia) sono autorizzate a partecipare alle adunanze del Consiglio di Amministrazione come osservatori senza diritto di voto. A tal fine, ciascuna di esse è invitata a designare un rappresentante per la durata del mandato del suo esecutivo e a informarne il Presidente per iscritto. In caso di impedimento o di decesso del rappresentante, la regione potrà designare un nuovo rappresentante, se necessario, per la durata

dell'impedimento. Il Segretario informa le regioni delle date e dell'ordine del giorno delle sedute ordinarie e straordinarie del Consiglio di Amministrazione.
La partecipazione delle Regioni è consentita dal Presidente limitatamente alla discussione della parte dell'ordine del giorno non inerente a questioni confidenziali come, in particolare, l'aggiudicazione o l'attribuzione di un contratto.

11.2 Il Consiglio di Amministrazione si riunisce su convocazione del Presidente, sentito il Direttore Generale:

- in sedute dette "ordinarie": almeno quattro (4) volte all'anno e ogni volta che l'Accordo del 30 gennaio 2012 esiga che il Consiglio di Amministrazione adotti una decisione, compresi i casi in cui, a norma dell'articolo 7.5 di tale Accordo e del punto (xi) dell'articolo 11.3 del presente Statuto, questa convocazione sia richiesta al Presidente dal Direttore generale,
- in sedute dette "straordinarie" ogniqualvolta l'interesse della Società lo esiga.

Il Consiglio di Amministrazione può anche essere convocato in seduta detta "straordinaria" con decisione di un terzo degli Amministratori:

- laddove il Consiglio di Amministrazione non si sia riunito per oltre tre mesi; o
- per deliberare sulla revoca del Presidente o del Direttore Generale a norma degli articoli **12.2** e **13.3** del presente statuto.

Le riunioni si tengono alternativamente in Francia e in Italia. Il Presidente può, tuttavia, decidere, sentito il parere del Direttore Generale, lo svolgimento della riunione. o per videoconferenza, o tramite qualunque altro mezzo di telecomunicazione che permetta l'identificazione degli Amministratori. Le modalità di svolgimento delle sedute del Consiglio di Amministrazione sono definite dal Regolamento interno dello stesso.

11.2.1 Le convocazioni del Consiglio di Amministrazione vengono inviate a tutti i membri con ogni mezzo scritto, anche tramite mail, con un preavviso di 15 (quindici) giorni per le sedute ordinarie e un preavviso di 5 (cinque) giorni per le sedute straordinarie. Il Segretario informa le regioni Rodano-Alpi (Francia) e Piemonte (Italia) delle date delle sedute ordinarie e straordinarie del Consiglio di Amministrazione entro gli stessi termini.

Nei casi in cui il Consiglio di Amministrazione sia convocato con decisione di un terzo degli Amministratori, la convocazione è effettuata dal Segretario, allorché abbia ricevuto una richiesta scritta di un numero sufficiente di Amministratori, con l'indicazione, in particolare, dell'ordine del giorno proposto dai richiedenti. La data di riunione stabilita dal Segretario è fissata entro il mese successivo alla ricezione della richiesta.

In caso d'urgenza e qualora tutti gli Amministratori siano presenti o rappresentati, questi ultimi possono rinunciare ai tempi di convocazione sopra indicati.

L'ordine del giorno delle sedute del Consiglio di Amministrazione è definito dall'autore o dagli autori della convocazione. Il Presidente, il Direttore Generale o un terzo degli Amministratori possono fare aggiungere qualsiasi altra questione all'ordine del giorno, al più tardi tre giorni liberi prima della data di una seduta del Consiglio di Amministrazione.

I documenti relativi ai punti indicati all'ordine del giorno e le bozze di delibera sono inviate dal Segretario ai membri del Consiglio di Amministrazione: tali documenti devono pervenire loro al più tardi entro 5 (cinque) giorni lavorativi prima della riunione dello stesso Consiglio, laddove si tratti di una seduta ordinaria e, al più tardi, entro 3 (tre) giorni lavorativi prima della riunione dello stesso Consiglio, laddove si tratti di una seduta straordinaria.

Nel caso in cui, tra la convocazione dei membri del Consiglio di Amministrazione e la data prevista per l'adunanza, si ottenga il parere favorevole per iscritto da parte di tutti gli Amministratori per l'adozione della (e) delibera (e) proposta (e), il Presidente può considerarla/e approvata/e. Il verbale di tale (i) delibera (e) è approvato nel corso della successiva seduta del Consiglio di Amministrazione.

11.2.2 Il Consiglio di Amministrazione, in prima convocazione, delibera validamente solo in presenza della maggioranza degli Amministratori, al momento della votazione, oppure tramite videoconferenza o qualsiasi altro mezzo di telecomunicazione che ne permetta l'identificazione.

In mancanza di quorum in prima convocazione, il Consiglio di Amministrazione potrà deliberare validamente, in seconda convocazione qualora l'ordine del giorno sia identico a quello della prima convocazione, qualora siano trascorsi almeno 15 (quindici) giorni di calendario tra la prima e la seconda convocazione e laddove sia garantita la presenza, all'atto della votazione, di almeno 1 (un) Amministratore per ciascuno dei due Stati.

Ogni Amministratore ha facoltà, con un mandato speciale, di delegare un altro Amministratore a votare in sua vece sui punti all'ordine del giorno; un Amministratore può ricevere la delega da parte di uno solo dei suoi colleghi.

Fatte salve eventuali disposizioni particolari contenute nel presente statuto, le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione vengono prese a maggioranza degli Amministratori presenti fisicamente o rappresentati, oppure presenti tramite videoconferenza o altri mezzi di telecomunicazione che ne consentano l'identificazione.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione sono presiedute dal Presidente. In assenza del Presidente, gli Amministratori nominati dallo Stato francese designano al loro interno la persona deputata alla presidenza della riunione, conformemente alle disposizioni del regolamento interno.

Il Presidente o, in sua assenza, la persona designata a presiedere la riunione, deve verificare che i membri del Consiglio di Amministrazione siano in grado (i) di partecipare alle delibere, (ii) possano sentire ogni persona che prende la parola (tramite microfono, altoparlante, sistema di comunicazione audiovisivo o di altro genere) sia nel luogo della riunione del Consiglio di Amministrazione, sia in ogni altro luogo (iii) e che possano essere sentiti da qualunque persona presente, con le stesse modalità.

Le decisioni approvate dal Consiglio di Amministrazione sono oggetto di una relazione firmata dal Presidente o, in sua assenza, dalla persona chiamata a presiedere la riunione e dagli Amministratori partecipanti alla riunione, al termine della stessa, in ottemperanza alle disposizioni del regolamento interno.

Il verbale contenente il resoconto delle discussioni del Consiglio di Amministrazione, redatto dal Segretario del Consiglio di Amministrazione, è firmato dal Presidente o, in sua assenza,

dalla persona chiamata a presiedere la riunione e da uno degli Amministratori nominati dallo Stato italiano entro la successiva riunione del Consiglio di Amministrazione, alle condizioni stabilite dal regolamento interno.

I verbali vengono depositati in un registro speciale numerato e siglato dal Presidente e conservato presso la sede sociale a cura del Segretario. Una copia è conservata presso la direzione operativa.
Le copie o gli estratti delle delibere del Consiglio di Amministrazione sono validamente certificati dal Presidente o da un rappresentante da questi designato.

Il Presidente e il Direttore Generale garantiscono l'esecuzione delle decisioni prese dal Consiglio di Amministrazione, nel rispetto dei loro rispettivi poteri.

11.3 Il Consiglio di Amministrazione è l'unico organo competente per:

(i) prendere decisioni riguardanti la politica e gli orientamenti generali e strategici della Società e, in particolare, il montaggio giuridico, economico e finanziario del progetto nel rispetto dell'Allegato 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012;

(ii) chiudere il bilancio della società, predisposto e presentato dal Direttore Generale prima della disamina da parte dei Soci;

(iii) predisporre la relazione annuale di gestione e i documenti di pianificazione gestionale, predisposti e allo stesso sottoposti dal Direttore Generale;

(iv) approvare il regolamento interno della Società e il regolamento interno del Consiglio di Amministrazione;

(v) prendere atto del Regolamento dei contratti validato dalla Commissione intergovernativa per l'asse Torino-Lione;

(vi) decidere la creazione, il trasferimento, la chiusura di qualsiasi succursale, agenzia, ufficio, sedi secondarie;

(vii) concedere la propria preliminare autorizzazione alla conclusione, alla modifica o alla rescissione degli accordi regolamentati di cui all'**Articolo 15**;

(viii) autorizzare la costituzione di garanzie sui beni sociali, la concessione di avalli, di cauzione o di garanzia della Società per un importo superiore a una soglia stabilita dall'assemblea generale ordinaria;

(ix) decidere, con la maggioranza di almeno otto Amministratori, gli impegni finanziari e, in particolare, la sottoscrizione di prestiti e impegni bancari per un importo superiore a una soglia stabilita dall'assemblea generale ordinaria;

(x) autorizzare la firma di contratti, clausole aggiuntive e transazioni necessarie alla realizzazione dell'oggetto sociale della Società;

(xi) autorizzare il Direttore Generale a non tenere conto della mancanza di parere o del parere sfavorevole della Commissione dei Contratti, alle condizioni di cui all'**Articolo 17.5** del presente statuto; questa autorizzazione è valida solo con la maggioranza, da

una parte, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato francese e, dall'altra, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato italiano;

(xii) autorizzare gli acquisti, le vendite o scambi di immobili, diritti o avviamenti commerciali per un valore superiore alla soglia stabilita dall'assemblea generale ordinaria;

(xiii) votare il bilancio della Commissione dei Contratti e del Servizio permanente di controllo, su proposta dei loro rispettivi Presidenti; queste proposte di bilancio possono essere respinte solo con il rifiuto della maggioranza, da una parte, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato francese e, dall'altra, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato italiano;

(xiv) autorizzare il Presidente della Commissione dei Contratti a firmare i contratti necessari al buon funzionamento della stessa Commissione per un importo superiore alla soglia stabilita all'assemblea generale ordinaria; tale autorizzazione può essere rifiutata unicamente con il diniego della maggioranza, da una parte, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato francese e, dall'altra, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato italiano;

(xv) autorizzare il Presidente del Servizio permanente di controllo a firmare i contratti necessari al funzionamento del Servizio permanente di controllo per un importo superiore alla soglia stabilita all'assemblea generale ordinaria; tale autorizzazione può essere validamente respinta solo con il rifiuto della maggioranza, da una parte, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato francese e, dall'altra, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato italiano;

(xvi) stabilire la remunerazione del Presidente e del Direttore generale, su proposta del Comitato di remunerazione, come da disposizioni dell'**Articolo 11.5** del presente statuto;

(xvii) approvare, su proposta del Direttore Generale, il contenuto delle funzioni del Direttore amministrativo e finanziario e del Direttore giuridico; in caso di non approvazione da parte del Consiglio di Amministrazione, il Direttore Generale formulerà allo stesso una nuova proposta.

(xviii) decidere, conformemente all'articolo 10.1 b) dell'Accordo del 30 gennaio 2012, sulla circostanza che un contratto non potrà stipulare clausole compromissorie a favore del Tribunale arbitrale istituito dall'articolo 27 dell'Accordo del 30 gennaio 2012; tale decisione può essere presa unicamente con la maggioranza, da una parte, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato francese e, dall'altra, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato italiano;

(xix) determinare l'importo annuale delle spese rimborsabili agli Amministratori previa presentazione di documenti giustificativi e autorizzarne l'eventuale superamento;

(xx) deliberare la revoca del Presidente, alle condizioni di cui all'Articolo 12.2 del presente statuto e decidere la revoca del Direttore Generale, alle condizioni previste dall'Articolo 13.3 del presente statuto; la decisione di revoca del Presidente o del Direttore generale può essere presa unicamente con la maggioranza, da una parte, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato francese e, dall'altra, dei voti espressi dagli Amministratori designati dallo Stato italiano;

(xxi) porre rimedio, in ultima istanza, alle situazioni di conflitto di interessi o di legame d'interesse in occasione dell'aggiudicazione dei contratti della Società, alle condizioni previste dal regolamento dei contratti di cui al paragrafo (v).

Nel caso in cui un membro del Consiglio di Amministrazione dovesse essere interessato da un conflitto di interessi o da un legame d'interesse, non potrà partecipare alla votazione, ma potrà essere ascoltato; per garantire il rispetto del principio di parità, lo Stato, i cui Amministratori non sono interessati dal conflitto di interessi, sceglie, designandolo al loro interno, colui che non parteciperà al voto.

11.4

11.4.1 Su espressa delibera del Consiglio di Amministrazione e nell'ambito del potere decisionale e autorizzativo di cui al paragrafo (x) del precedente articolo **11.3**, il Consiglio di Amministrazione può esonerare il Direttore Generale dalla necessità di ottenere una preliminare autorizzazione per tutti i contratti di importo inferiore a 15 (quindici) milioni di euro e per le clausole addizionali ai suddetti contratti, a eccezione di quelli che potrebbero prevedere il superamento di tale importo.

11.4.2 Su espressa delibera del Consiglio di Amministrazione, chiamato a decidere con una maggioranza di almeno 8 (otto) Amministratori e nell'ambito dei poteri decisionali e autorizzativi di cui ai paragrafi (ix) e (x), il Consiglio di Amministrazione può esonerare il Direttore Generale dalla necessità di ottenere un'autorizzazione preliminare per le transazioni e gli impegni finanziari di importo inferiore a 1(un) milione di euro.

11.5 Almeno 15 (quindici) giorni prima della data dell'adunanza del Consiglio di Amministrazione - nel corso della quale è chiamato a decidere sulla remunerazione (in applicazione del paragrafo (xvi) dell'articolo **11.3** sopracitato -, viene costituito un Comitato per la remunerazione, la cui missione è di proporre le condizioni di remunerazione al Consiglio di Amministrazione. Le condizioni di remunerazione del Presidente e del Direttore Generale restano invariate per tutta la durata dei loro rispettivi mandati e possono essere riesaminate in caso di rinnovo del mandato.

Il Comitato per la remunerazione è composto da 2 (due) membri, l'uno designato dallo Stato francese e l'altro dallo Stato italiano, fra gli Amministratori.

Nel momento in cui il Consiglio di Amministrazione delibera sulle remunerazioni del Presidente e del Direttore Generale, questi ultimi non possono prendere parte alle relative delibere.

Articolo 12 Presidente

12.1 Ai sensi dell'articolo L. 227-6 del Codice del Commercio francese, il Presidente della Società (il « **Presidente** ») viene nominato dallo Stato francese.

Il Presidente è nominato per una durata rinnovabile di 6 (sei) anni. La funzione di Presidente è obbligatoriamente espletata da una persona fisica. Lo Stato francese può interrompere il suo incarico in qualsiasi momento, senza preavviso né indennità e senza necessità di un giustificato motivo.

Il Presidente della Società è membro di diritto e presidente del Consiglio di Amministrazione della Società. Vigila sul buon funzionamento degli organi della Società e convoca, previa consultazione con il Direttore Generale, il Consiglio di Amministrazione e le Assemblee.

Conformemente alla legge, il Presidente rappresenta la Società nei confronti di terzi ed è investito di tutti i poteri necessari, compreso il potere di rappresentanza in giudizio, per agire in ogni circostanza in nome della Società nel limite dell'oggetto sociale, con riserva delle competenze attribuite dalla legge e dal presente statuto alla collettività dei Soci, al Consiglio di Amministrazione e al Direttore Generale.

In caso di impedimento definitivo, dimissioni o revoca del Presidente della Società, lo Stato francese nomina un nuovo Presidente della Società per la rimanente durata del mandato del suo predecessore.

In caso di impedimento temporaneo, lo Stato francese nomina un nuovo Presidente e ne stabilisce la durata del mandato. Nell'attesa della decisione dello Stato francese, le funzioni di Presidente sono espletate dall'Amministratore più anziano tra quelli nominati dallo Stato Francese.

Il Presidente non è un dipendente salariato della Società, ma ne riceve una retribuzione per l'esecuzione del suo mandato; le relative modalità sono stabilite dal Consiglio di Amministrazione, alle condizioni di cui all'articolo **11** del presente statuto.

12.2 Il Presidente può essere revocato per gravi motivi, con decisione del Consiglio di Amministrazione alle condizioni di cui all'articolo **11.3** del presente statuto.

In tal caso, il Presidente viene ascoltato dal Consiglio di Amministrazione, ma non partecipa al voto.

Articolo 13 Direttore Generale

13.1 La Società è diretta e amministrata da un direttore generale unico ai sensi dell'articolo L. 227-6 del Codice del Commercio (il « **Direttore Generale** »), nominato dallo Stato italiano per una durata rinnovabile di 6 (sei) anni.

Il Direttore Generale è membro di pieno diritto del Consiglio di Amministrazione.

Le funzioni del Direttore Generale sono obbligatoriamente espletate da una persona fisica. Lo Stato italiano può porre fine alle sue funzioni in qualsiasi momento, senza preavviso né indennità e senza necessità di un giustificato motivo.

13.2 Fatte salve le competenze della collettività dei Soci, del Consiglio di Amministrazione e del Presidente, il Direttore Generale è incaricato della direzione della Società.

A questo titolo e con tale riserva, assicura in particolare:

- l'elaborazione del bilancio preventivo, del rendiconto esecutivo e la gestione economica e finanziaria della Società;

- la preparazione e l'adeguamento della strategia della Società;

- la preparazione, l'aggiudicazione, la conclusione e il controllo dell'esecuzione dei contratti, in particolare quelli necessari alla progettazione, alla realizzazione e all'esercizio della sezione transfrontaliera così come definita al punto b) dell'articolo 2 dell'Accordo del 30 gennaio 2012 e all'esercizio della linea storica del Fréjus di cui all'articolo 2 del presente statuto;

- l'organizzazione e il monitoraggio degli studi, dei cantieri e dei lavori necessari alla realizzazione del progetto della nuova linea;

- la direzione della sede e delle sedi secondarie, dei siti di cantiere e dei lavori della Società; a tale scopo, ha facoltà di:

    - acquistare ai prezzi, oneri e condizioni che considererà convenienti, qualsiasi immobile costruito o meno, parti di immobili o diritti immobiliari necessari all'attività della sede e delle unità produttive;

    - adottare tutti i provvedimenti legati alla gestione del personale, dell'igiene, della sicurezza e delle risorse umane di tutta la Società e del contenzioso sociale; a tale scopo, definisce l'organigramma della Società nell'osservanza delle disposizioni del presente statuto, decide in merito all'assunzione e al termine dei contratti con i collaboratori, determinandone le missioni e i luoghi di lavoro.

    - stipulare e rescindere ogni polizza o contratto di assicurazione per la copertura dei rischi di qualsiasi natura;

    - ritirare da qualsiasi ufficio postale, corrieri, lettere, telegrammi o spedizioni di ogni genere inviate alla Società.

Il Direttore Generale dispone del potere di rappresentanza della Società nei riguardi di terzi, compreso il potere di rappresentanza in giudizio, necessario per agire in nome e per conto della Società nell'ambito dei poteri direttivi conferitigli personalmente e direttamente dal presente statuto, ovvero delegati dal Presidente o dal Consiglio di Amministrazione.

In caso di impedimento definitivo, dimissioni o revoca del Direttore Generale della Società, lo Stato italiano nomina un nuovo Direttore Generale per la rimanente durata del mandato del suo predecessore.

Il Direttore Generale esercita le proprie funzioni dalla direzione operativa sita a Torino.

Il Direttore Generale non è un dipendente salariato della Società, ma ne riceve una retribuzione per l'espletamento del suo mandato: le relative modalità sono deliberate dal Consiglio di Amministrazione, alle condizioni di cui all'articolo **11** del presente statuto.

Il Direttore Generale è coadiuvato da un Direttore amministrativo e finanziario nominato dallo Stato italiano e da un Direttore giuridico, nominato dallo Stato francese; entrambi non hanno né lo status né il titolo di Direttore Generale o di Direttore Generale delegato ai sensi dell'articolo L. 227- 6 del Codice del Commercio. Il contenuto delle funzioni rispettivamente del Direttore amministrativo e finanziario e del Direttore giuridico è proposto dal Direttore Generale e approvato dal Consiglio di Amministrazione. In caso di non approvazione da parte

del Consiglio di Amministrazione, il Direttore Generale sottoporrà allo stesso una nuova proposta.

13.3 Il Direttore Generale può essere revocato per gravi motivi, con decisione del Consiglio di Amministrazione, alle condizioni previste nell'articolo **11.3** del presente statuto.

In questo caso, il Direttore Generale è ascoltato dal Consiglio di Amministrazione, ma non partecipa al voto.

Articolo 14 Rappresentanza sociale

I membri della delegazione del personale del Comitato economico e sociale esercitano i diritti definiti dall'articolo L. 2312-76 del Codice del lavoro o da qualsiasi altro testo di pari oggetto con il Direttore Generale, che può conferire una delega a qualsiasi persona di sua scelta, in conformità alle disposizioni di legge e alle clausole del presente Statuto.

Articolo 15 Accordi regolamentati

Gli accordi regolamentati sono disciplinati dai testi in vigore.

Qualunque accordo, diverso da quelli riguardanti le operazioni correnti concluse in condizioni normali, intercorrente tra la Società e il suo Presidente e/o, eventualmente, il suo Direttore Generale, direttamente o per interposta persona, deve essere portato a conoscenza del Presidente, del Direttore Generale e dei Revisori dei conti, entro un (1) mese dalla sua conclusione.
Gli accordi regolamentati dell'anno precedente sono sottoposti all'approvazione dell'assemblea generale.

Il Direttore Generale, o i Revisori dei conti, sottopongono ai Soci, una relazione sugli accordi intercorsi direttamente o per interposta persona tra la Società e il suo Presidente, il suo Direttore Generale, uno dei suoi dirigenti o uno dei suoi Soci.

Gli accordi non approvati producono, tuttavia, i loro effetti. La persona interessata ed eventualmente il Presidente, il Direttore Generale e i Soci saranno chiamati a sostenerne le conseguenze pregiudizievoli per la Società.

Articolo 16 Revisori dei conti

Alle condizioni legali e regolamentari applicabili, i Soci designano due Revisori dei conti titolari e due supplenti con decisione collettiva dei Soci.

TITOLO 4
COMMISSIONE DEI CONTRATTI – SERVIZIO PERMANENTE DI CONTROLLO

Articolo 17 Commissione dei Contratti

17.1 Conformemente all'art. 7 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, viene istituita una Commissione dei Contratti in seno alla Società, allo scopo di garantire il rispetto dei principi menzionati dall'articolo 6.5 dell'Accordo del 30 gennaio 2012 e le esigenze di scelta dell'offerta economicamente più vantaggiosa e di rigore finanziario nell'esecuzione dei contratti (la «**Commissione dei contratti**»).

La Commissione dei Contratti è competente esclusivamente per i contratti di servizi, lavori e forniture la cui conclusione è obbligatoriamente soggetta a una procedura con pubblicità del bando e indizione di gara, formalizzata in applicazione della direttiva 2004/17/CE, o di ogni ulteriore testo avente lo stesso oggetto.

Per l'espletamento dei compiti a lei affidati, la Commissione dei Contratti esamina le proposte motivate a lei sottoposte dal Direttore Generale, nonché le analisi effettuate dai suoi servizi e segnatamente il parere del Direttore Giuridico. Al riguardo, la Commissione dei Contratti svolge, nel limite delle sue competenze, una funzione di controllo esterno in seno alla Società.

In funzione dell'importanza e della portata del contratto presentati per la sua relativa disamina, e in particolare laddove reputi sufficienti gli elementi a lei sottoposti, la Commissione dei Contratti può, con provvedimento motivato, decidere di non emettere un parere.

17.2 La Commissione dei Contratti si compone di periti indipendenti riconosciuti per le loro competenze in merito agli aspetti tecnici, giuridici, economici e finanziari correlati all'aggiudicazione e all'esecuzione dei contratti stipulati dalla Società.

I periti non possono essere membri del Consiglio di Amministrazione.

In qualità di membri della Commissione dei Contratti, non percepiscono nessuna remunerazione da parte della Società. Le spese sostenute nell'esercizio delle loro funzioni sono, tuttavia, rimborsate dalla Società, previa presentazione di documenti giustificativi.

La Commissione dei Contratti è composta da 12 (dodici) membri, nominati per metà da ognuno dei due Stati, per una durata rinnovabile di 5 (cinque) anni.

Ogni Stato notifica reciprocamente all'altro il nome di ciascun membro della Commissione dei Contratti di propria designazione; l'altro Stato dispone di un termine di 15 (quindici) giorni per comunicare la propria decisione. In assenza di obiezioni entro tale termine, si ritiene che l'altro Stato approvi la designazione.

Ogni Stato può revocare uno o diversi membri della Commissione dei Contratti di sua nomina. In caso di decesso, dimissioni (volontarie o di ufficio) o impedimento nell'esercizio delle sue funzioni, della durata superiore a 2 (due) mesi di uno dei membri della Commissione dei Contratti, lo Stato promotore della sua nomina dovrà provvedere immediatamente alla relativa sostituzione, alle condizioni indicate nel paragrafo precedente.

Ogni membro della Commissione dei Contratti può essere ricusato dallo Stato che non ha proceduto alla sua nomina, purché tale ricusazione sia basata su uno o più motivi gravi e sia giustificata per iscritto. In caso di ricusazione, lo Stato promotore della nomina del membro ricusato deve designare un altro candidato, che non può più essere ricusato.

Il Presidente della Commissione dei Contratti è nominato dallo Stato francese;

La Commissione dei Contratti delibera validamente solo a condizione che la metà dei membri sia presente o rappresentata. I pareri, le raccomandazioni, le relazioni scritte e gli altri atti della Commissione dei Contratti sono adottati a maggioranza semplice; in caso di parità di voti, il voto del Presidente è preponderante.

17.3

17.3.1 Prima dell'avvio di una procedura di aggiudicazione dei contratti e considerate le proposte del Direttore Generale, nonché le analisi effettuate dai suoi servizi, con particolare riferimento all'analisi giuridica, convalidata dal Direttore Giuridico, la Commissione dei Contratti verifica la sufficiente determinazione dei fabbisogni, il rispetto della direttiva 2004/17/CE, o di qualunque altro ulteriore testo di pari oggetto, la pertinenza della procedura adottata e dei criteri prescelti per la selezione delle candidature e delle offerte, nonché la pertinenza del fascicolo di gara delle imprese.

La Commissione formula un parere sulle questioni sopra citate, alle condizioni previste dall'articolo 17.1 del presente statuto.

17.3.2 Il Direttore Generale invia alla Commissione dei Contratti tutti i fascicoli delle candidature e delle offerte presentate dagli operatori economici, corredati del resoconto del relativo contenuto e delle analisi implementate dai suoi servizi, con particolare riferimento all'analisi giuridica validata dal Direttore Giuridico.

La Commissione dei Contratti, alle condizioni previste dall'articolo 17.1 del presente statuto, esprime il proprio parere preliminarmente a ogni decisione relativa alle candidature, alle offerte degli operatori economici, al mancato esito, alla dichiarazione di mancato prosieguo, o, più in generale, all'eventuale interruzione della procedura nonché alla scelta finale dell'aggiudicatario dell'appalto.

La Commissione dei Contratti controlla la fondatezza dell'eliminazione delle candidature e delle offerte e la pertinenza delle analisi e delle proposte del Direttore Generale relative alle offerte.

17.3.3 La Commissione dei Contratti controlla il contenuto delle trattative condotte sotto l'autorità del Direttore Generale da cui riceve un resoconto regolare tramite ogni mezzo di comunicazione.

Su decisione del Presidente della Commissione dei Contratti, tutti o una parte dei membri della stessa Commissione possono essere coinvolti nelle trattative dei contratti o nei dialoghi competitivi precedenti la relativa aggiudicazione.

La Commissione dei Contratti può fornire raccomandazioni sullo svolgimento delle trattative.

17.3.4 Durante l'esecuzione dei contratti, il Direttore Generale sottopone alla Commissione dei Contratti eventuali reclami o richieste di modifiche avanzate dai titolari dei contratti conclusi dalla Società, qualsiasi bozza di clausole addizionali, progetti di computo generale e definitivo o documento equivalente e ogni progetto di transazione con i titolari dei contratti conclusi dalla Società, corredati dalle analisi effettuate dai suoi servizi e, in particolare, dall'analisi giuridica validata dal Direttore Giuridico.

La Commissione dei Contratti, in ottemperanza alle condizioni previste dall'articolo 17.1 del presente statuto, esprime il proprio parere prima di qualsiasi modifica sostanziale dei contratti, della firma di clausole addizionali, dell'accettazione totale o parziale di eventuali reclami, della notifica di qualsiasi computo generale e definitivo o di ogni documento sostitutivo e di eventuali transazioni.
La Commissione è immediatamente informata dal Direttore Generale di qualsiasi contenzioso contrattuale.

17.4 In seno alla Commissione dei Contratti, una commissione di valutazione (la "**Commissione di valutazione**") ha il compito di svolgere un'attività preliminare cognitiva sulle offerte finali ricevute, prima del parere reso dalla Commissione dei Contratti, laddove quest'ultima decida di formularlo. Tale attività si basa sulle proposte motivate del Direttore Generale e sulle analisi implementate dai suoi servizi, con particolare riferimento all'analisi giuridica validata dal Direttore Giuridico.

La Commissione di valutazione, previa disamina delle offerte finali presentate dai concorrenti, ha l'incarico di consegnare una relazione tecnica alla Commissione dei Contratti in seduta plenaria, durante la quale formula una proposta di parere sull'aggiudicazione del contratto.

La Commissione di valutazione è composta da 6 (sei) membri nominati, successivamente al ricevimento delle offerte finali dei concorrenti, dal Presidente della Commissione dei Contratti, che effettua una selezione tra i componenti di tale Commissione, secondo una suddivisione paritetica tra i due Stati, motivando la propria scelta sulla base delle competenze professionali degli esperti indicati.

Il Presidente della Commissione di valutazione è nominato dal Presidente della Commissione dei Contratti; il suo voto è preponderante in caso di parità.

17.5 Per tutti i pareri di spettanza della Commissione dei Contratti, il Direttore Generale formula proposte motivate, corredate di tutti i documenti utili e, in particolare, delle analisi tecniche, economiche, finanziarie e giuridiche implementate dai suoi servizi

I pareri formulati dalla Commissione dei Contratti e la proposta di parere formulata dalla Commissione di valutazione prevista dall'articolo 17.4 del presente statuto debbono essere motivati sotto il profilo tecnico, giuridico, economico e finanziario.

Ogni membro della Commissione dei Contratti è tenuto al rispetto della riservatezza delle offerte e delle procedure di aggiudicazione degli appalti; egli gode del diritto di comunicazione su base documentale e di consultazione *in loco* dei fascicoli delle candidature e delle offerte dei candidati e, più in generale, di tutti i documenti emanati dalla Società o dai candidati nell'ambito della procedura.

Per consentirle di istruire ed emettere pareri motivati, la Commissione dei Contratti è interpellata tempestivamente dal Direttore Generale il quale, su richiesta del Presidente della Commissione, fornisce ogni spiegazione utile, partecipando, all'occorrenza, o facendosi rappresentare in alcune di tali riunioni.
La Commissione dei Contratti può esprimere un parere, generale o specifico, sulle condizioni della sua consultazione.

La Commissione dei Contratti formula il proprio parere entro un termine massimo di 90 (novanta) giorni a decorrere dalla data in cui è stata interpellata dal Direttore Generale. Tale termine decorre solo a far data dalla trasmissione di tutti i documenti necessari per le sue delibere. Il Presidente della Commissione dei Contratti rivolge sollecitamente al Direttore Generale ogni richiesta di ulteriori documenti.

Entro i termini summenzionati, in funzione dell'importanza e della portata del contratto sottoposto al suo esame e, in particolare, laddove ritenga sufficienti gli elementi a lei sottoposti, la Commissione dei Contratti può decidere, previa risoluzione motivata, di non formulare un parere. Il Presidente della Commissione dei Contratti notifica tempestivamente l'intenzione della Commissione al Direttore Generale.

In tal caso, la procedura di attribuzione del contratto segue il suo corso, nel rispetto delle competenze conferite rispettivamente al Direttore generale e al Consiglio di Amministrazione.

Nel caso in cui la Commissione dei Contratti dovesse accettare di formulare un parere e questi dovesse essere favorevole alla proposta del Direttore Generale, la procedura di assegnazione del contratto segue il suo corso, in conformità ai termini del parere e nell'osservanza delle competenze attribuite rispettivamente al Direttore Generale e al Consiglio di Amministrazione

Nel caso in cui la Commissione dei Contratti dovesse accettare di formulare un parere e questi dovesse risultare sfavorevole alla proposta del Direttore Generale o qualora la Commissione dei Contratti non sia stata in grado di emettere il proprio parere entro i termini previsti al quinto capoverso della presente clausola, il Direttore Generale può proseguire nel procedimento solo chiedendo obbligatoriamente l'autorizzazione del Consiglio di Amministrazione, alle condizioni di cui all'articolo **11.3 (xi)** del presente statuto.

Nel caso in cui il Direttore Generale dovesse aderire al parere sfavorevole della Commissione dei Contratti, le sottopone una nuova proposta, che tenga conto delle motivazioni del parere negativo.

Gli Stati, il Presidente, il Direttore Generale e i membri del Consiglio di Amministrazione diventano immediatamente destinatari di qualsiasi parere formulato dalla Commissione dei Contratti.

17.6 Il Direttore Generale si adopera affinché la Commissione dei Contratti disponga in permanenza dei mezzi materiali e finanziari sufficienti a permetterne il corretto funzionamento. A tal fine, il Presidente della Commissione dei Contratti propone un budget annuale al Consiglio di Amministrazione, adottato alle condizioni di cui all'articolo **11.3** del presente statuto.

Nel rispetto del suo budget, la Commissione dei Contratti può fare appello a periti di sua scelta per la realizzazione di studi specifici e, più in generale, per l'assistenza nell'elaborazione dei pareri di successiva formulazione.
Al fine di consentire alla Commissione di valutazione di effettuare il lavoro propedeutico all'elaborazione della relazione tecnica di cui all'articolo 17.4 del presente statuto, il Presidente della Commissione dei Contratti può, su richiesta del Presidente o dei membri della Commissione di valutazione, richiedere il contributo di esperti che supportino la Commissione di valutazione nei suoi lavori.

Il Presidente della Commissione dei Contratti è il solo a poter disporre dei mezzi assegnati alla Commissione dei Contratti per lo svolgimento della sua *mission*.

Nel rispetto delle disposizioni dell'art. **11.3 (xiv)** del presente statuto, l'aggiudicazione, la firma e l'esecuzione dei contratti necessari all'espletamento delle funzioni della Commissione dei Contratti sono assicurate dal suo Presidente il quale dispone, per la durata del suo mandato, di una delega di poteri permanente da parte del Direttore Generale unicamente per effetto del presente statuto.

Il Presidente della Commissione dei Contratti rende conto, periodicamente, dell'uso dei mezzi della Commissione dei Contratti al Consiglio di Amministrazione, al Direttore Generale, al Servizio permanente di controllo e, se del caso, alle altre autorità di controllo della Società.

Su sua richiesta, o su richiesta del Consiglio di Amministrazione, assiste alle sedute di quest'ultimo e può essere ascoltato.

17.7 Le modalità di funzionamento della Commissione dei Contratti e della Commissione di valutazione sono specificate, laddove necessario, dal regolamento interno della Società.

Articolo 18 Servizio permanente di controllo

18.1 Conformemente all'articolo 8 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, all'interno della Società è istituito un Servizio permanente di controllo (il "**Servizio permanente di controllo**").

Il Servizio permanente di controllo verifica il rispetto del corretto impiego dei fondi pubblici, l'efficienza economica, finanziaria e tecnica della Società, la corretta esecuzione del progetto della nuova linea e, a livello più generale, il buon funzionamento della Società, nell'osservanza del presente statuto, del suo regolamento interno e delle disposizioni dell'Accordo del 30 gennaio 2012.

Il Servizio permanente di controllo si compone di esperti nei settori interessati dall'attività della Società.

In quanto membri del Servizio permanente di controllo, i periti non percepiscono alcuna remunerazione da parte della Società; tuttavia, le spese da questi sostenute nell'espletamento del mandato sono loro rimborsate dalla Società previa presentazione di documenti giustificativi.

Il Servizio permanente di controllo è composto da 12 (dodici) membri nominati per metà da ogni Stato, per una durata di cinque (5) anni rinnovabili.

Ogni Stato notifica reciprocamente all'altro il nome di ciascun membro del Servizio permanente di controllo di propria designazione; l'altro Stato dispone di un termine di 15 (quindici) giorni per fare conoscere la propria decisione. In assenza di obiezioni entro tale termine, si ritiene che l'altro Stato abbia approvato la designazione. La ricusazione di un membro deve essere giustificata e motivata per iscritto. In caso di ricusazione, lo Stato interessato deve designare un altro candidato, che non può più essere ricusato.

Ogni Stato può revocare uno o l'altro dei membri del Servizio permanente di controllo di sua nomina. In caso di decesso, dimissioni (volontarie o d'ufficio) o impedimento a svolgere le sue mansioni per un periodo superiore a 2 (due) mesi di un membro del Servizio permanente di controllo, lo Stato che ha provveduto alla sua designazione dovrà procedere immediatamente alla relativa sostituzione, alle condizioni previste nel precedente paragrafo.

Il Presidente del Servizio permanente di controllo è nominato dallo Stato francese.

Il Servizio permanente di controllo delibera validamente sull'adozione dei rapporti e delle allerte solo a condizione che la metà dei membri sia presente o rappresentata. Le sue decisioni sono prese a maggioranza semplice, fermo restando che, in caso di parità, il voto del Presidente è preponderante.

Chiunque ricopra o abbia ricoperto il ruolo di membro del Consiglio di Amministrazione o della Commissione dei contratti, ovvero eserciti o abbia esercitato funzioni direttive all'interno della Società non può essere membro del Servizio permanente di controllo.

18.2 Il Servizio permanente di controllo presenta relazioni e note di allerta su tutti gli aspetti dell'esecuzione del progetto da parte della Società; tale entità dispone dei più ampi poteri investigativi esercitabili su base documentale e *in loco*. Qualora necessario, formula raccomandazioni motivate, volte al miglioramento dell'efficienza della Società.

Il Servizio permanente di controllo può essere interpellato dal Consiglio di Amministrazione, anche su richiesta del rappresentante della Commissione europea che assiste alle sue riunioni, da uno degli Stati, dal Direttore Generale o dal Presidente della Commissione dei Contratti. Può, altresì, occuparsi di eventuali questioni ritenute utili per l'espletamento del suo mandato.

Le relazioni e le note di allerta del Servizio permanente di controllo sono trasmesse immediatamente all'autorità richiedente e agli Stati.

18.3 Il Direttore Generale, sotto il controllo degli Stati, si adopera affinché il Servizio permanente di controllo disponga costantemente dei mezzi materiali e finanziari sufficienti a permetterne il corretto funzionamento. A tal fine, il Presidente del Servizio permanente di controllo propone un budget annuale al Consiglio di Amministrazione che è adottato alle condizioni previste dall'**Articolo 11.3** del presente statuto.

Nel rispetto del suo budget, il Servizio permanente di controllo può avvalersi di periti di sua scelta per la realizzazione di studi specifici e, più in generale, per l'assistenza nell'espletamento delle sue funzioni e l'elaborazione delle sue relazioni. Il Presidente del Servizio permanente di controllo è il solo a potere disporre dei mezzi a lui destinati per la realizzazione della sua *mission*.

Nell'osservanza delle disposizioni dell'art. **11.3 (xv)** del presente statuto, l'aggiudicazione, la firma e l'esecuzione dei contratti necessari allo svolgimento della missione del Servizio permanente di controllo sono assicurate dal suo Presidente il quale dispone, per la durata del mandato, di una delega permanente di poteri da parte del Direttore Generale unicamente per effetto del presente statuto.

Il Presidente del Servizio permanente di controllo rende conto periodicamente dell'uso dei mezzi del Servizio agli Stati, al Consiglio di Amministrazione e al Direttore Generale, nonché, ove necessario, alle altre autorità di controllo della Società.

Su sua richiesta, o su richiesta del Consiglio di Amministrazione, assiste alle sedute di quest'ultimo e può essere ascoltato.

18.4 Le modalità di funzionamento del Servizio permanente di controllo sono specificate, laddove necessario, dal regolamento interno della Società.

TITOLO 5
DECISIONI COLLETTIVE DEI SOCI

Articolo 19 Decisioni collettive dei Soci

19.1 Le decisioni collettive sono adottate secondo le modalità di cui all'**Articolo 20** del presente statuto.

19.2 Le delibere dei Soci sono adottate all'unanimità: i Soci, inoltre, sono i soli competenti ai fini dell'adozione delle seguenti decisioni:

- modifica dello statuto;
- modifica del capitale sociale;
- nomina dei Revisori dei conti;
- approvazione del bilancio annuale e allocazione dei ricavi;
- ratifica e approvazione degli Accordi regolamentati di cui all'**Articolo 15**,
- trasformazione della Società e, più in generale, qualunque operazione volta all'incremento degli impegni dei Soci;
- fusione, scissione o apporti parziali di attività sottoposti al regime delle scissioni;
- determinazione dell'importo massimo delle garanzie sui beni sociali, avalli, cauzioni o garanzie della Società di cui il Consiglio di Amministrazione può autorizzare il Direttore Generale alla sottoscrizione;

- determinazione dell'importo massimo dei prestiti o impegni bancari di cui il Consiglio di Amministrazione può autorizzare il Direttore Generale alla sottoscrizione;

- scioglimento e liquidazione.

19.3 Fatte salve le disposizioni di legge applicabili, di competenza dei Soci e le decisioni riservate al Consiglio di Amministrazione chiamato a deliberare alle condizioni di cui all'Articolo 11 del presente statuto, ogni altra decisione è di competenza del Direttore Generale.

Articolo 20 Modalità di decisione collettiva dei Soci

20.1 L'assemblea generale è composta dai Soci. Ciascuno è rappresentato o dal proprio rappresentante legale o da un rappresentante di sua designazione, o dal suo supplente.

Ogni socio dispone di un numero di voti pari al numero di azioni detenute.

Il Presidente e il Direttore Generale assistono all'assemblea generale senza partecipare al voto, non avendo qualità di soci della Società.

L'assemblea è presieduta dal Presidente o, in sua assenza, da qualunque altra persona designata a tale scopo dai Soci.

20.2 L'assemblea generale, che si riunisce alternativamente in Francia e in Italia, oppure per videoconferenza o tramite qualunque altro mezzo di telecomunicazione che permetta l'identificazione dei Soci, è convocata dal Presidente o dal Direttore Generale. L'autore della convocazione stabilisce le modalità della riunione, come sopra indicato. Può altresì essere convocata dai Revisori dei conti, allorquando lo ritengano necessario.

L'assemblea generale, inoltre, è obbligatoriamente convocata su richiesta di uno dei Soci. A tal fine, il Socio richiedente deve giustificare la propria richiesta con lettera raccomandata A.R. indirizzata al Presidente, precisando i punti, a suo parere, iscrivibili all'ordine del giorno. Il Presidente deve procedere alla convocazione dell'assemblea entro quindici giorni a decorrere dalla data di ricevimento della lettera.

In caso di liquidazione, l'assemblea generale può essere convocata solo dal liquidatore.

20.3 Le convocazioni sono inoltrate con lettera indirizzata a ogni Socio, quindici giorni prima della data dell'Assemblea. Alla convocazione devono essere allegati: l'ordine del giorno dell'assemblea, il testo delle mozioni di risoluzione proposte dal Consiglio di Amministrazione e, se del caso, la relazione del Presidente o del Direttore Generale.

L'assemblea non può deliberare su questioni non iscritte all'ordine del giorno. L'ordine del giorno di un'assemblea non può essere modificato in seconda convocazione.

20.4 L'assemblea generale può deliberare validamente solo con la presenza o rappresentanza di tutti i Soci, conformemente alle condizioni contemplate dal presente articolo.

20.5 Ogni decisione collettiva dei Soci in assemblea generale consta da verbale redatto e sottoscritto dal Presidente.

Il verbale, redatto e conservato conformemente alle disposizioni di legge, indica segnatamente la data e il luogo della riunione, i Soci rappresentati - con l'indicazione del numero di azioni in possesso di ciascuno -, le relative condizioni di esercizio dei diritti di voto, i documenti e le relazioni presentate all'assemblea, un resoconto dei dibattiti, i testi delle risoluzioni votate e il risultato delle votazioni.

Le motivazioni attuative delle delibere nei confronti di terzi, in relazione a qualunque decisione collettiva dei Soci, si evincono dalle copie o dagli estratti autenticati conformemente alle disposizioni di legge. Le copie o gli estratti dei verbali delle decisioni collettive dei Soci sono validamente sottoscritti dal Presidente o dal Direttore Generale.

TITOLO 6
REGIME DEI BENI - ESERCIZIO SOCIALE – BILANCIO ANNUALE RIPARTIZIONE DEGLI UTILI

Articolo 21 Regime dei beni

In conformità all'articolo 11 dell'Accordo del 30 gennaio 2012 e fatte salve le riserve in esso previste, la Società è proprietaria delle opere costitutive della sezione transfrontaliera e non può cederle.

Articolo 22 Esercizio sociale

L'esercizio sociale inizia il 1° gennaio e si chiude il 31 dicembre di ogni anno.

Articolo 23 Bilancio annuale

Alla fine di ogni esercizio, il Direttore Generale provvede alla formazione dell'inventario e del bilancio annuale e redige successivamente la relazione di gestione; tali documenti dovranno essere messi a disposizione dei revisori dei conti e del comitato aziendale, laddove sia stato istituito, almeno 15 (quindici) giorni prima della riunione della collettività dei Soci chiamata a deliberare sul bilancio.

Al bilancio è allegato un rendiconto delle cauzioni, degli avalli e delle garanzie forniti dalla Società e un rendiconto sulle garanzie dalla stessa consentite.
Tali documenti sono inviati o comunicati ai Soci come sopra indicato. Ogni anno sono redatti nella medesima forma e secondo gli stessi metodi di valutazione, con riserva dell'evoluzione del contesto regolamentare applicabile alla Società.

Articolo 24 Ripartizione degli utili – Riserve

24.1 Dagli utili dell'esercizio, detratte se necessario le perdite degli esercizi precedenti, viene prelevato almeno il 5 (cinque) per cento, da assegnare alla costituzione del fondo di riserva prescritto dalla legge. Tale prelievo non è più obbligatorio allorquando il fondo di riserva dovesse raggiungere un importo pari al decimo del capitale sociale. Il prelievo viene ripristinato nel momento in cui, indipendentemente dalla causa, la riserva dovesse scendere al di sotto di tale decimo.

24.2 I dividendi sono costituiti dall'utile dell'esercizio diminuito, se del caso, delle perdite precedenti o del prelievo destinato alla riserva legale e aumentato, all'occorrenza, degli utili portati a nuovo.

24.3 Dall'utile distribuibile può essere prelevata qualunque somma che i Soci ritengano opportuno riportare a un esercizio successivo o assegnare a una o più voci di bilancio costituenti una riserva.
L'eccedenza, laddove sussista, è suddivisa tra i Soci sotto forma di dividendi.

24.4 Le modalità di pagamento dei dividendi sono stabilite con decisione collettiva dei Soci, ma il pagamento deve obbligatoriamente avvenire nei termini stabiliti per legge. La decisione collettiva dei Soci potrà concedere ai Soci la scelta, per l'integralità o per parte del dividendo o degli acconti sul dividendo, tra il pagamento del dividendo o degli acconti sul dividendo, in contanti o in azioni.

TITOLO 7
TRASFORMAZIONE - SCIOGLIMENTO - LIQUIDAZIONE RIPARTIZIONE DELL'ATTIVO NETTO - CONTROVERSIE

Articolo 25 Trasformazione

La Società può trasformarsi in società di altro tipo. Tale trasformazione è deliberata alle condizioni fissate dalle vigenti disposizioni di legge.

Articolo 26 Scioglimento - Liquidazione

La Società è sciolta alla scadenza dei termini statutari, salvo una regolare proroga, e in caso di causa legale di scioglimento o su decisione collettiva dei Soci.

In caso di scioglimento della Società, tutti i Soci delibereranno collettivamente la nomina di uno o più liquidatori. Il liquidatore rappresenta la Società; egli è investito dei più ampi poteri per la realizzazione dell'attivo, anche in via amichevole ed è autorizzato sia al pagamento dei creditori, sia alla ripartizione del saldo disponibile.

La collettività dei Soci può autorizzarlo a continuare le attività in corso o ad avviarne ulteriori per le esigenze della liquidazione. L'attivo netto residuo, dopo il rimborso del valore nominale delle azioni, verrà suddiviso fra i Soci in proporzione all'importo della loro partecipazione al capitale.

Dopo l'estinzione del passivo e degli oneri della Società, l'attivo residuo della liquidazione è impiegato per il rimborso, fino all'ammontare dovuto, dell'importo svincolato e non ammortizzato delle azioni. L'eccedenza costituente gli utili sarà ripartita tra i Soci.

In conformità all'articolo 11 dell'Accordo del 30 gennaio 2012, all'estinzione della Società, le opere costitutive della sezione transfrontaliera di sua proprietà diventano di proprietà dello Stato sul cui territorio sono situate.

Articolo 27 Controversie

Qualunque controversia dovesse sorgere nel corso della durata di vita della Società, sia tra uno dei soci e la Società, sia tra i Soci stessi, riguardante l'interpretazione o l'attuazione del presente statuto, o più generalmente in merito agli affari sociali, sarà risolta, per quanto possibile, in via amichevole. In mancanza di transazione bonaria, la controversia sarà demandata, dagli Stati italiano e francese, a un Tribunale arbitrale alle condizioni previste dall'articolo 27 dell'Accordo del 30 gennaio 2012.

Parigi, addì 3 aprile 2023

Thierry COQUIL

Direttore Generale delle Infrastrutture, dei Trasporti e delle Mobilità
Ministero della Transizione ecologica
e della Coesione territoriale

p. d.

Bruno DICIANNI

Luigi FERRARIS

Amministratore Delegato
Ferrovie dello Stato Italiane SpA

p/o IN QUALITA' DI DELEGATO DI FS S.p.A ALL'ASSEMBLEA DEL 3 APRILE 2023

LIST OF ANNEXES

Cross-border section of the new Turin-Lyon line

Turin-Lyon [redacted]

B 1.1 - 1996 France-Italy Treaty

Décret no 96-416 du 13 mai 1996 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la création d'une commission intergouvernementale pour la préparation de la réalisation d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin, signé à Paris le 15 janvier 1996 (1)

NOR : MAEJ9630015D

Le Président de la République, Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des affaires étrangères, Vu les articles 52 à 55 de la Constitution ; Vu le décret no 53-192 du 14 mars 1953 modifié relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la France, Décrète :

Art. 1er. - L'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif à la création d'une commission intergouvernementale pour la préparation de la réalisation d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin, signé à Paris le 15 janvier 1996, sera publié au Journal officiel de la République française.

Art. 2. - Le Premier ministre et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 13 mai 1996.

Jacques Chirac Par le Président de la République : Le Premier ministre, Alain Juppé Le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charrette

(1) Le présent accord est entré en vigueur le 4 avril 1996.

A C C O R D ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE RELATIF A LA CREATION D'UNE COMMISSION INTERGOUVERNEMENTALE POUR LA PREPARATION DE LA REALISATION D'UNE LIAISON FERROVIAIRE A GRANDE VITESSE ENTRE LYON ET TURIN.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne, Convaincus que la réalisation d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin améliorera considérablement les communications entre la France et l'Italie et donnera une impulsion nouvelle aux relations entre les deux pays ; Désireux de contribuer à l'expansion des relations et des échanges entre les Etats membres de l'Union européenne, et plus généralement entre les Etats européens ; Désireux de mettre en oeuvre les décisions intervenues lors des Conseils européens à Corfou, Essen et à Cannes qui ont permis de retenir le projet d'une liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin parmi les quatorze projets d'infrastructures prioritaires européens ; Désireux de mettre en oeuvre les décisions

intervenues lors des sommets franco-italiens de Rome de novembre 1993 et d'Aix-en-Provence de décembre 1994, sont convenus de ce qui suit :
Article 1er Objet Une commission intergouvernementale est mise en place pour suivre, au nom des Gouvernements de la République française et de la République italienne, l'ensemble des questions liées à la préparation de la réalisation de la section internationale Montmélian-Turin de la liaison ferroviaire à grande vitesse entre Lyon et Turin.
Article 2 Compétences La Commission est notamment chargée : - de l'élaboration d'un projet d'accord intergouvernemental définissant les caractéristiques générales de la liaison, les modalités de sa réalisation et de son financement ainsi que les conditions de son exploitation ; - de l'établissement et du contrôle des programmes d'études techniques, y compris les études relatives à la sécurité, juridiques et financières préliminaires à l'entrée en vigueur de l'accord intergouvernemental ; - de l'établissement de projets de cahier des charges relatifs à la conception, au financement, à la construction, à l'exploitation et à l'entretien de la liaison.
Article 3 Liaison avec les collectivités territoriales et les instances communautaires La Commission intergouvernementale informe et consulte les collectivités territoriales françaises et italiennes intéressées, et notamment les régions les plus directement concernées, soit la région Rhône-Alpes et la région Piémont. La Commission intergouvernementale est habilitée, dans le cadre de sa mission, à établir toutes les liaisons qu'elle estime nécessaires avec les instances communautaires.
Article 4 Collaboration avec les réseaux, les administrations et les experts Pour l'exécution de sa mission, la Commission bénéficie de la collaboration des administrations de chaque Gouvernement. Elle peut faire appel en tant que de besoin à tout organisme ou expert de son choix, et en particulier aux entreprises ferroviaires et/ou gestionnaires d'infrastructures, ainsi qu'à tous les organismes dépendants ou associés à ceux-ci, et notamment au Groupement européen d'intérêt économique << Alpetunnel >>.
Article 5 Composition La Commission est composée de deux délégations nommées respectivement par le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne. Chaque délégation est composée de sept membres au plus. La délégation française comprendra des représentants des ministres chargés des affaires étrangères, de l'environnement, de l'équipement et des transports, de l'économie et des finances, du budget et de l'intérieur. La délégation italienne comprendra des représentants des ministres chargés des affaires étrangères, de l'environnement, des travaux publics, des transports, du Trésor, des finances et de l'intérieur.
Article 6 Présidence Le chef de chacune des délégations assure alternativement, et pour une durée d'un an, la présidence de la Commission.
Article 7 Règlement intérieur La Commission établit son règlement intérieur. Article 8 Entrée en vigueur Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour la mise en vigueur du présent Accord. Celui-ci prendra effet à la date de la dernière de ces notifications.
Fait à Paris, le 15 janvier 1996, en deux exemplaires, en langues française et italienne, chaque texte faisant également foi.
Pour le Gouvernement de la République française : Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, Bernard Pons
Pour le Gouvernement de la République italienne : Le ministre des transports et de la marine marchande, Giovanni Caravale

LIST OF ANNEXES

Cross-border section of the new Turin-Lyon line

Turin-Lyon [redacted]

B 1.2 - 2001 Italy-France Treaty

D5

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

POUR LA REALISATION D'UNE NOUVELLE LIGNE FERROVIAIRE LYON-TURIN

D5

Accord

entre

le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République italienne

pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne,

considérant l'accord signé le 15 janvier 1996 à Paris, relatif à la création de la Commission intergouvernementale pour la préparation de la réalisation d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Lyon et Turin,

convaincus de la nécessité de favoriser un meilleur équilibre entre les différents modes de transports, en particulier dans la zone sensible que constituent les Alpes,

convaincus que le mode ferroviaire dispose de larges possibilités de développement jusqu'à présent insuffisamment exploitées,

désireux d'apporter une contribution significative à la mise en oeuvre de la Convention alpine signée le 7 novembre 1991 à Salzbourg,

désireux de mettre en oeuvre, pour ce qui concerne le franchissement des Alpes, les objectifs et les orientations inscrits dans les Schémas multimodaux de services collectifs de transport de voyageurs et de transport de marchandises en France et dans le Plan général des transports et de la logistique en Italie,

prenant acte des recommandations que leur a faites la Commission intergouvernementale dans son rapport du 15 janvier 2001,

en application des décisions intervenues lors du sommet franco-italien du 29 janvier 2001 à Turin,

sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I

Dispositions générales

Article 1er.

Objet

Les Gouvernements français et italien s'engagent par le présent accord à construire ou à faire construire les ouvrages de la partie commune franco-italienne, nécessaires à la réalisation d'une nouvelle liaison ferroviaire mixte marchandises-voyageurs entre Lyon et Turin et dont la mise en service devrait intervenir à la date de saturation des ouvrages existants.

Article 2

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par :

(a) section internationale, l'ensemble des ouvrages, installations et équipements ferroviaires construits et à construire entre le Sillon alpin et le noeud ferroviaire de Turin.

Elle est constituée de trois parties :

(i) la partie française, entre le Sillon alpin et les abords de Saint Jean de Maurienne,

(ii) la partie commune franco-italienne, entre les raccordements avec la ligne historique les plus proches de part et d'autre de la frontière aux environs de Saint Jean de Maurienne en France et de Bussoleno/Bruzolo en Italie,

(iii) la partie italienne, des environs de Bussoleno/Bruzolo au noeud de Turin.

(b) *C.I.G.* , la Commission intergouvernementale franco-italienne instituée par l'accord du 15 janvier 1996 ;

(c) *promoteur*, l'organe commun, doté de la personnalité juridique, constitué à parts égales entre les deux gestionnaires d'infrastructures des réseaux ferrés nationaux français et italien et créé par eux aux fins de conduire les missions spécifiées à l'article 6 ci-dessous.

Article 3

Partie commune franco-italienne

(a) La partie commune franco-italienne de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin, est composée :

(i) d'un tunnel ferroviaire à double tube de 52 km environ incluant une gare souterraine de secours et de service à Modane, foré sous les Alpes en territoire français et italien,

(ii) en Italie, des ouvrages de raccordement de ce tunnel de base à la ligne historique et à la future ligne nouvelle à proximité de Bussoleno/Bruzolo,

D5 *(iii)* ainsi que de tous les ouvrages annexes (gares, installations électriques...) nécessaires à l'exploitation ferroviaire et de ceux dont les deux Gouvernements conviendraient ultérieurement qu'ils doivent être inclus dans cette partie commune franco-italienne.

(b) Ces ouvrages pourront être réalisés par tranches fonctionnelles.

Article 4

Mise en oeuvre

Le titre II du présent accord définit la première phase de réalisation de la partie commune franco-italienne de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin. Le présent accord sera complété ultérieurement par avenant pour définir les modalités de réalisation des phases suivantes.

TITRE II

Première phase

Article 5

Etudes, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne

(a) Le présent titre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles seront conduits dans une première phase qui débute en 2001, les études, reconnaissances et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne de la section internationale. Elle s'achèvera lorsque la C.I.G. aura proposé aux deux Gouvernements un projet d'avenant au présent accord pour la réalisation des ouvrages définitifs de la partie commune franco-italienne de la liaison, conformément aux dispositions de l'article 4.

(b) Ces travaux comportent en particulier la définition précise du tracé et des procédures d'évaluation environnementale qui leur sont applicables dans les deux Etats, le creusement de descenderies et de galeries de reconnaissance, les travaux annexes et l'ensemble des études nécessaires à l'établissement de l'avant-projet de la partie commune franco-italienne de la liaison.

Article 6

Le promoteur

(a) Dans le respect des législations européenne et nationales de chacun des deux pays, et des compétences que les deux Gouvernements leur ont déléguées, les gestionnaires d'infrastructures des réseaux ferrés nationaux français et italiens confient la conduite de ces études, reconnaissances et travaux préliminaires, au promoteur visé à l'article 2-§ c.

(b) A ce titre, sous l'autorité de la Commission intergouvernementale et conformément au programme qu'elle aura approuvé, le promoteur est responsable des études d'avant-projet et de

la conduite des travaux de reconnaissance de la partie commune franco-italienne de cette liaison.

(c) A l'issue de cette phase d'études et de reconnaissances, il proposera à la C.I.G. la consistance définitive des ouvrages de la ligne nouvelle, leur localisation, l'enveloppe financière prévisionnelle et leurs modalités de réalisation.

(d) Par ailleurs, les deux gestionnaires des infrastructures des réseaux ferrés nationaux français et italien et le promoteur s'associent, dans le respect de leurs compétences respectives, pour conduire les études générales de la section internationale de la liaison Lyon-Turin. La C.I.G. est informée du résultat de ces études.

Ces gestionnaires d'infrastructures peuvent d'un commun accord lui confier toutes autres études, reconnaissances et travaux qu'ils jugent utile de lui faire réaliser sur cette section internationale.

(e) Les statuts du promoteur, et leurs modifications éventuelles, sont approuvés par la C.I.G. au nom des deux Gouvernements.

Article 7

Dispositions domaniales et foncières

(a) Pour la durée du présent accord, et lorsqu'un ouvrage de reconnaissance n'aura d'issues que sur le territoire d'un seul pays, cet ouvrage sera réputé situé entièrement sur le territoire du pays où se trouvent localisées ces issues. Si un ouvrage de reconnaissance dispose de plusieurs issues situées de part et d'autre de la frontière, celle-ci restera, à l'intérieur de cet ouvrage, fixée à la verticale de la frontière à ciel ouvert.

(b) Les eaux et les minéraux utiles trouvés au cours des travaux sont attribués d'après la législation de l'Etat sur le territoire duquel la découverte a été faite, quel qu'en ait été l'inventeur.

(c) Jusqu'à la désignation de l'organisme qui sera chargé des travaux de percement du tunnel de base, et sauf dispositions contraires modifiant le présent accord, les ouvrages qu'il a réalisés restent propriété commune et indivisible du promoteur désigné à l'article 5 ; il est responsable de leur maintien en état et de leur sécurité.

Article 8

Dispositions législatives et réglementaires

(a) Les Gouvernements se concertent sur l'harmonisation des procédures légales nécessaires à la bonne conduite de ces études, reconnaissances et travaux préliminaires. Ils s'efforcent à cet effet de fixer de part et d'autre des dispositions aussi semblables que possible.

(b) Les questions fiscales, douanières, sociales, sanitaires et de sécurité publique soulevées par la construction des ouvrages de reconnaissance du tunnel de base sont réglées conformément à l'ordre juridique en vigueur dans chacun des deux pays.

Article 9

Commission intergouvernementale

Aux fins du présent accord :

(a) La composition et les compétences de la Commission intergouvernementale, telles qu'elles résultent de l'accord du 15 janvier 1996, demeurent inchangées.

(b) Dans le cadre de cette première phase, la C.I.G. se voit attribuer les compétences supplémentaires suivantes :

(i) approuver le tracé définitif du projet ;
(ii) proposer, aux deux Gouvernements, sous forme d'avenant au présent accord conformément aux dispositions de l'article 5, les caractéristiques des ouvrages définitifs, les modalités de leur réalisation et de leur financement ainsi que leurs conditions d'exploitation ;
(iii) approuver le programme d'études, de reconnaissances et de travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne confié au promoteur, de suivre sa mise en oeuvre et de contrôler ses résultats ;
(iv) d'émettre tous avis et recommandations à l'intention des deux Gouvernements.

(c) La Commission intergouvernementale informe les collectivités territoriales françaises et italiennes concernées de l'avancement des études et des travaux. En outre, les régions Piémont et Rhône Alpes sont désormais associées aux travaux de la C.I.G..

Elle veille à la bonne coordination des procédures nationales de concertation et de consultation que les autorités responsables sont chargées de mener à bien, conformément à l'ordre juridique respectif de chacun des deux pays, et leur fournit toutes informations nécessaires à leur conduite.

(d) Pour l'exécution des missions qui lui sont attribuées par le présent accord, la Commission intergouvernementale :

(i) établit son règlement intérieur. Elle le soumet à l'approbation des deux Gouvernements ;
(ii) se dote de deux secrétariats nationaux ou d'un secrétariat commun, dont les frais de fonctionnement sont pris en charge par le promoteur ;
(iii) crée un Comité de sécurité, destiné à l'assister dans les décisions qu'elle propose aux deux Gouvernements et qui intéressent les questions liées à la sécurité publique de la construction, de la gestion et de l'exploitation des ouvrages réalisés ou projetés ;
(iv) bénéficie de la collaboration des administrations de chaque Gouvernement. Elle peut faire appel en tant que de besoin à tout organisme ou expert de son choix ;
(v) est régulièrement informée par les gestionnaires d'infrastructures de l'avancement des travaux du programme de modernisation de la ligne historique ;
(vi) consulte les exploitants du réseau ferroviaire national de chacun des deux pays sur les résultats de ses études, les conclusions qu'elle en tire et sur ses propositions, dans le cadre d'un Comité des exploitants ferroviaires nationaux institué à cet effet.

Article 10

Financement de la première phase

(a) Les études générales de la section internationale du projet Lyon-Turin ainsi que les avant projets et travaux de la partie franco-italienne de cette liaison inscrits au programme de cette première phase, sont financés à parts égales par les deux pays. Cette répartition ne préjuge pas de celle qui sera retenue pour la réalisation des ouvrages définitifs.

(b) Les deux Gouvernements sollicitent le soutien des fonds européens destinés à financer les réseaux transeuropéens (RTE).

TITRE III

Dispositions finales

Article 11

Révision

Le présent accord peut être révisé par voie d'entente entre les deux Gouvernements, notamment pour:

(a) modifier les dispositions de l'article 3 relatives à la consistance du projet, de l'article 6 relatives au promoteur, de l'article 7-§ c relatives à la propriété, au maintien en état et à la sécurité des ouvrages réalisés par le promoteur et de celles de l'article 9 relatives à la C.I.G. ;

(b) prévoir la réalisation d'études complémentaires et l'établissement d'ouvrages ou d'installations supplémentaires si ceux dont la réalisation était initialement prévue se révèlent insuffisants ou inadaptés.

Article 12

Règlement des différends

(a) Les deux Gouvernements doivent tenter de résoudre tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent accord ou des décisions et règlements de la Commission intergouvernementale, par la négociation.

(b) Dans le cas où il n'a pu être résolu dans un délai raisonnable par la voie de la négociation, le différend est soumis à un tribunal arbitral dont la décision sera obligatoire.

(c) Le tribunal arbitral est composé de deux membres et d'un surarbitre. Chacun des deux Gouvernements nomme un membre. Le surarbitre, qui ne doit pas être ressortissant de l'un des deux pays, est désigné d'un commun accord par les deux Gouvernements.

(d) Si la désignation commune du surarbitre n'a pas eu lieu dans un délai de 6 mois à partir du moment où l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, il est

D5

procédé à cette désignation par le président de la cour internationale de justice à la requête de la partie la plus diligente.

Article 13

Ratification et entrée en vigueur

Chacun des Gouvernements notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui concerne l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

En foi de quoi, les représentants des deux gouvernements dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Turin, le 29 janvier 2001, en deux exemplaires, en langue française et italienne, chaque texte faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement

Jean-Claude GAYSSOT

Pour le Gouvernement de la République italienne

Le ministre des transports et de la navigation

Pierluigi BERSANI

ACCORDO

TRA

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

E

IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FRANCESE

PER LA REALIZZAZIONE

DI UNA NUOVA LINEA FERROVIARIA

TORINO – LIONE

Il Governo della Repubblica italiana ed il Governo della Repubblica francese,

considerato l'Accordo firmato il 15 gennaio 1996 a Parigi, relativo alla costituzione della Commissione Intergovernativa per la preparazione della realizzazione di una nuova linea ferroviaria tra Torino e Lione,

convinti della necessità di favorire un migliore equilibrio tra le diverse modalità di trasporto, in particolare nella zona sensibile delle Alpi,

convinti che la modalità ferroviaria disponga di grandi possibilità di sviluppo finora non sufficientemente sfruttate,

desiderosi di dare un contributo significativo alla applicazione della Convenzione alpina, firmata a Salisburgo il 7 novembre 1991,

desiderosi di mettere in pratica, per quanto riguarda l'attraversamento delle Alpi, gli obiettivi e gli orientamenti contenuti negli Schemi multimodali di servizi collettivi di trasporto viaggiatori e merci in Francia e nel Piano Generale dei Trasporti e della Logistica in Italia,

prendendo atto delle raccomandazioni presentate loro dalla Commissione Intergovernativa nel rapporto del 15 gennaio 2001,

in applicazione delle decisioni prese nel vertice italo-francese del 29 gennaio 2001 a Torino,

adottano le seguenti disposizioni:

TITOLO I

Disposizioni generali

Articolo 1

Oggetto

I Governi italiano e francese si impegnano, in applicazione al presente Accordo, a costruire o a far costruire le opere della parte comune italo-francese necessarie alla realizzazione di un nuovo collegamento ferroviario misto merci-viaggiatori tra Torino e Lione la cui entrata in servizio dovrebbe avere luogo alla data di saturazione delle opere esistenti.

Articolo 2

Definizioni

Ai fini del presente Accordo si intende per:

A) sezione internazionale, l'insieme delle opere, impianti ed attrezzature ferroviarie costruite e da costruire tra il Sillon ~~sulle Alpi in Francia~~ alpin ed il Nodo ferroviario di Torino ~~in Italia~~. Essa è costituita da tre parti:

i) la parte francese tra il Sillon ~~sulle Alpi~~ alpin e i dintorni di St. Jean de Maurienne.

ii) la parte comune italo-francese, tra i raccordi con la linea storica più vicini, da una parte e dall'altra della frontiera, ~~ai dintorni~~ ubicati in prossimità di Bussoleno/Bruzolo in Italia e di Saint Jean de Maurienne in Francia,

iii) la parte italiana, tra i dintorni di Bussoleno/Bruzolo ed il Nodo di Torino,

B) «CIG», la Commissione Intergovernativa italo-francese istituita dall'Accordo del 15 gennaio 1996;

c) promotore, l'organo comune, dotato di personalità giuridica, costituito in parti uguali tra i due gestori delle infrastrutture delle reti ferroviarie nazionali italiana e francese e da essi creato ai fini di realizzare i compiti specificati nel successivo articolo 6.

Articolo 3

Parte comune italo-francese

a) La parte comune italo-francese della nuova linea ferroviaria Torino-Lione è costituita:

i) da un tunnel ferroviario a due canne di circa 52 km, scavato sotto le Alpi in territorio italiano e francese, comprendente una stazione sotterranea di emergenza e di servizio a Modane,

ii) in Italia, dalle opere di raccordo di detto tunnel di base alla linea storica ed alla futura nuova linea ~~nei pressi~~ in prossimità di Bussoleno/Bruzolo,

iii) da tutte le opere annesse (stazioni, installazioni elettriche, ...) necessarie all'esercizio ferroviario, e da quelle che successivamente i due Governi riterranno debbano far parte di detta parte comune italo-francese.

b) Tali opere potranno essere realizzate per fasi funzionali.

Articolo 4

Messa in opera

Il titolo II del presente Accordo definisce la prima fase della realizzazione della parte comune italo-francese della nuova linea ferroviaria Torino-Lione. Il presente Accordo sarà integrato da protocolli addizionali per definire le modalità di realizzazione delle fasi seguenti.

TITOLO II

Prima fase

Articolo 5

Studi, ricognizioni e lavori preliminari della parte comune italo-francese

L'oggetto del presente titolo è la definizione delle condizioni secondo le quali saranno condotti nella prima fase, che inizia nel 2001, gli studi, le ~~prospezioni~~ ricognizioni e i lavori preliminari della parte comune italo-francese della sezione internazionale. Essa si concluderà allorché la CIG avrà proposto ai due Governi un progetto di protocollo addizionale al presente Accordo per la realizzazione delle opere definitive della parte comune italo-francese del collegamento, in conformità alle disposizioni dell'articolo 4.

I suddetti lavori comportano, in particolare, l'esatta definizione del tracciato e delle procedure di valutazione ambientale applicabili nei due Stati, lo scavo delle discenderie e delle gallerie di prospezione, i lavori annessi e l'insieme degli studi necessari alla definizione del progetto ~~preliminare~~ della parte comune italo-francese del collegamento.

Articolo 6

Il promotore

a) Nel rispetto delle legislazioni europee e nazionali di ciascuno dei due ~~paesi~~ Paesi, nonché delle competenze loro delegate dai due Governi, i gestori delle infrastrutture delle reti ferroviarie nazionali italiana e francese affidano la conduzione di tali studi, ~~prospezioni~~ ricognizioni e lavori preliminari al promotore indicato al precedente articolo 2-§ c

b) A tale titolo, sotto l'autorità della Commissione Intergovernativa e conformemente al programma che essa avrà approvato, il promotore è responsabile degli studi relativi al progetto ~~preliminare~~ ed alla conduzione dei lavori di ~~prospezione~~ ricognizione della parte comune italo-francese di questo collegamento.

c) Alla conclusione di detta fase di studi e ~~prospezioni~~ ricognizioni, egli proporrà alla CIG l'entità definitiva delle opere della nuova linea, la loro ubicazione, la consistenza finanziaria previsionale e le relative modalità di realizzazione.

d) ~~Peraltro~~ Inoltre, i due gestori delle infrastrutture delle reti ferroviarie nazionali italiana e francese e il promotore si associano, nel rispetto delle rispettive competenze, per condurre gli studi generali della sezione internazionale del collegamento Torino-Lione. La CIG sarà tenuta al corrente dei risultati di tali studi.

~~Questi~~ Gli stessi gestori di infrastrutture possono, di comune accordo, affidargli ogni altro studio, ~~prospezione~~ ricognizione e lavoro che ritengano utile ~~farli~~ fargli realizzare su tale sezione internazionale.

e) Lo statuto del promotore e le eventuali modifiche, sono approvati dalla CIG a nome dei due Governi.

Articolo 7

Disposizioni demaniali e fondiarie

a) Per la durata del presente Accordo, e quando un'opera di ~~prospezione~~ ricognizione abbia uscite sul territorio di un solo paese, tale opera sarà ~~ritenuta~~ considerata situata interamente sul territorio del paese in cui sono ubicate tali uscite. Se un'opera di ~~prospezione~~ ricognizione presenta più uscite localizzate da una parte e dall'altra del confine, questo sarà fissato, all'interno dell'opera, alla verticale del confine a cielo aperto.

b) Le acque e i minerali utili trovati nel corso dei lavori sono attribuiti sulla base della legislazione dello Stato sul cui territorio la scoperta è stata fatta, indipendentemente dal loro scopritore.

c) Fino alla designazione dell'organismo incaricato dei lavori di scavo del tunnel di base, e salvo disposizioni contrarie di modifica del presente Accordo, le opere realizzate restano di proprietà comune e indivisibile del promotore designato al summenzionato articolo 6; egli è responsabile del loro mantenimento in buono stato e della loro sicurezza.

Articolo 8

Disposizioni legislative e regolamentari

a) I Governi si accordano sull'armonizzazione delle procedure legali necessarie alla buona conduzione degli studi, ~~prospezioni~~ ricognizioni e lavori preliminari. A tale scopo, si impegnano a fissare, per quanto possibile, disposizioni simili da una parte e dall'altra.

b) Le questioni fiscali, doganali, sociali, sanitarie e di sicurezza pubblica sollevate dalla costruzione delle opere di ~~prospezione~~ ricognizione del tunnel di base sono regolate ~~dai regolamenti nazionali~~ in conformità all'ordinamento giuridico in vigore in ciascuno dei due Paesi.

Articolo 9

Commissione Intergovernativa

Ai fini del presente Accordo:

a) La composizione e le competenze della Commissione Intergovernativa, così come previste dell'Accordo del 15 gennaio 1996, restano invariate.

b) Nel quadro di questa prima fase sono attribuite alla CIG le competenze supplementari seguenti:

i) approvare il tracciato definitivo del progetto;

ii) proporre ai due Governi, sotto forma di protocollo aggiuntivo al presente Accordo e conformemente alle disposizioni dell'articolo 5, le caratteristiche delle opere definitive, le modalità della loro realizzazione e del ~~il~~ loro finanziamento ~~così come~~ nonché le condizioni di esercizio;

iii) approvare il programma di studi, ~~prospezioni~~ ricognizioni e lavori preliminari della parte comune italo-francese affidati al promotore, seguirne la realizzazione e controllarne i risultati;

iv) emettere qualsiasi parere e raccomandazione all'attenzione dei due Governi.

c) La Commissione Intergovernativa informa le collettività locali italiane e francesi interessate sull'avanzamento degli studi e dei lavori. Inoltre le regioni Piemonte e Rhône-Alpes ~~sono di fatto~~ si conformano associate ai lavori della CIG.

Essa presiede al buon coordinamento delle procedure nazionali di concertazione e di consultazione che le autorità responsabili, in conformità del rispettivo ordinamento giuridico di ciascuno dei due Paesi, sono incaricate di condurre a buon fine, fornendo tutte le informazioni necessarie per la loro conduzione.

d) Per l'esecuzione degli incarichi che le sono attribuiti dal presente Accordo, la Commissione Intergovernativa:

i) stabilisce il proprio regolamento interno e lo sottopone all'approvazione dei due Governi;

ii) si dota di due segretariati nazionali o di un segretariato comune le cui spese sono a carico del promotore;

iii) crea un Comitato di sicurezza ~~nazionale~~ incaricato di assisterla nelle decisioni che essa propone ai due Governi e che interessino le questioni legate alla sicurezza pubblica della costruzione, della gestione e dell'esercizio delle opere realizzate o progettate;

iv) si avvale della collaborazione delle amministrazioni di ciascun Governo. Essa può ricorrere, per quanto necessario, a qualsiasi organismo o esperto di sua scelta;

v) viene informata regolarmente dai gestori delle infrastrutture sull'avanzamento dei lavori di ammodernamento della linea storica;

vi) consulta gli operatori delle reti ferroviarie nazionali di ciascuno dei due Paesi sui risultati dei propri studi, sulle conclusioni a cui giunge e sulle sue proposte, nell'ambito di un Comitato di operatori ferroviari nazionali istituito a tale scopo.

Articolo 10

Finanziamento della prima fase

a) Gli studi generali della sezione internazionale del progetto Torino-Lione, nonché il progetto ~~preliminare~~ ed i lavori della parte italo-francese di tale collegamento inscritti nel programma della prima fase, sono finanziati in parti uguali dai due ~~paesi~~ Paesi. Tale ripartizione non pregiudica quella che sarà adottata per la realizzazione delle opere definitive.

b) I due Governi sollecitano il sostegno dei fondi europei destinati a finanziare le reti transeuropee (RTE).

TITOLO III

Disposizioni finali

Articolo 11

Revisione

Il presente Accordo può essere modificato per via diplomatica tra i due Governi in particolare per:

a) rivedere le disposizioni di cui all'art. 3 relative alla consistenza del progetto, all'articolo 6 relative al promotore, all'articolo 7-§ c relative alla proprietà, al mantenimento in buono stato ed alla sicurezza delle opere realizzate dal promotore, e all'articolo 9 relative alla CIG,

ii)prevedere la realizzazione di studi complementari e la definizione di opere o installazioni supplementari se quelle la cui realizzazione era inizialmente prevista si rivelino insufficienti o inadeguate.

Articolo 12

Regolamento delle controversie

a) I due Governi devono tentare di risolvere ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, o delle decisioni e regolamenti della Commissione Intergovernativa, tramite via diplomatica.

b) Nel caso in cui non si sia pervenuti, entro un termine ragionevole, alla soluzione tramite negoziazione, la controversia è sottoposta ad un tribunale arbitrale la cui decisione sarà obbligatoria.

c) Il tribunale arbitrale sarà composto da due membri ed un arbitro super partes. Ciascuno dei due Governi nominerà un membro. L'arbitro super partes, che non dovrà essere cittadino di uno dei due Paesi, sarà designato di comune accordo dai due Governi.

d) Se la designazione comune dell'arbitro super partes non ha luogo entro 6 mesi a partire dal momento in cui uno dei due Governi ha proposto il regolamento arbitrale della lite, procederà a tale designazione il Presidente della Corte Internazionale di Giustizia su richiesta della Parte più tempestiva.

Articolo 13

Ratifica ed entrata in vigore

Ciascuno dei Governi notifica all'altra parte il completamento delle procedure costituzionali previste per l'entrata in vigore del presente Accordo, che avrà validità il primo giorno del secondo mese successivo al giorno della ricezione della seconda notifica.

In fede di che, i Rappresentanti dei due Governi debitamente autorizzati a tal proposito hanno firmato il presente Accordo e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Torino il 29 gennaio 2001 in due esemplari, in lingua francese e italiana, ciascun testo facente ugualmente fede.

Per il Governo
della Repubblica italiana

Pier Luigi Bersani

Per il Governo
della Repubblica francese

Jean Claude Gayssot

LIST OF ANNEXES

Cross-border section of the new Turin-Lyon line

Turin-Lyon [redacted]

B 1.3 - 2012 Italy-France Treaty

ACCORD

entre

le Gouvernement de la République italienne

et

le Gouvernement de la République française

pour la réalisation et l'exploitation
d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin

Le Gouvernement de la République italienne

et

le Gouvernement de la République française,

Ci-après désignés les Parties,

Vu la directive 91/440/CEE modifiée du Conseil, du 29 juillet 1991, relative au développement des chemins de fer communautaires,

Vu la directive 2001/14/CE du Parlement européen et du Conseil, du 26 février 2001, concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire,

Vu la directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux,

Vu la directive 2004/49/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 avril 2004, concernant la sécurité des chemins de fer communautaires,

Vu la directive 2008/57/CE du Parlement européen et du Conseil, du 17 juin 2008, relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté,

Vu la Convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille (Ventimiglia) et aux sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France,

Vu l'Accord signé le 15 janvier 1996 à Paris, relatif à la création de la Commission intergouvernementale pour la préparation de la réalisation d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Lyon et Turin,

Vu l'Accord signé le 29 janvier 2001 à Turin pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin,

Vu l'Accord signé le 3 décembre 2004 à Rome pour la prise en compte de la sûreté dans les études de la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin,

Convaincus de la nécessité d'inscrire le déplacement des personnes et le transport de marchandises dans l'arc alpin dans une perspective de développement durable favorisant les modes les plus respectueux de l'environnement,

Convaincus que le potentiel du mode ferroviaire en complément du mode maritime mérite d'être mieux exploité pour atteindre cet objectif et que le développement des services qu'il doit offrir pour satisfaire aux besoins sociaux et économiques permettra de mettre en œuvre des mesures volontaristes visant à orienter les déplacements vers ce mode,

Désireux d'apporter une contribution significative à la mise en œuvre de la Convention sur la protection des Alpes (convention alpine), signée le 7 novembre 1991 à Salzbourg,

Désireux de conduire cette opération en cohérence avec le déploiement des réseaux transeuropéens de transport,

Prenant acte des propositions de la Commission intergouvernementale,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Titre I : Dispositions générales

Article 1er – Objet

Les Parties fixent par le présent avenant à l'accord signé entre elles le 29 janvier 2001 à Turin les conditions de conduite du projet de liaison ferroviaire mixte marchandises-voyageurs entre Lyon et Turin ainsi que les conditions dans lesquelles cet ouvrage, au terme de sa réalisation, sera exploité.

Les Parties fixent également par le présent Accord les conditions d'une meilleure utilisation de la ligne historique du Fréjus, notamment en définissant les mesures d'accompagnement du projet, et de sécurité.

Le présent Accord ne constitue pas l'avenant prévu à l'article 4 de l'Accord entre les Gouvernements français et italien signé à Turin le 29 janvier 2001. En particulier, il n'a pas pour objet de permettre l'engagement des travaux définitifs de la partie commune franco-italienne, qui nécessitera l'approbation d'un nouvel avenant tenant notamment compte de la participation définitive de l'Union européenne au projet.

Article 2 – Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend par :

a) « section internationale », l'ensemble des ouvrages, installations et équipements ferroviaires construits et à construire entre Saint-Didier-de-la-Tour et le nœud ferroviaire de Turin.

Elle est constituée de trois parties :

- la partie française, entre les environs de Saint-Didier-de-la-Tour et les environs de Montmélian,
- la partie commune franco-italienne, entre les environs de Montmélian en France et de Chiusa S. Michele en Italie (ci-après « la partie commune franco-italienne »),
- la partie italienne, des environs de Chiusa S. Michele au nœud de Turin.

b) « section transfrontalière », la section de la partie commune comprise entre Saint-Jean-de-Maurienne en France et Suse - Bussoleno en Italie ;

c) « CIG », la Commission intergouvernementale franco-italienne instituée par l'Accord du 15 janvier 1996 ;

d) « Promoteur public », l'entité commune, dotée de la personnalité juridique, créée et contrôlée à parité par les deux Etats français et italien, pour mener à bien les missions visées à l'article 6 du présent Accord ;

e) « Ligne historique du Fréjus », la section de ligne ferroviaire située entre les gares de Modane et de Bardonnèche, y compris le tunnel historique du Fréjus, gares exclues.

Article 3 – Principes généraux

Les Parties décident de placer le projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin sous leur contrôle paritaire et d'adopter une gouvernance du projet et du Promoteur public visant à la fois à confier la responsabilité opérationnelle du projet au Promoteur public et à assurer un contrôle de ce Promoteur public pour leur garantir la qualité, la traçabilité, l'impartialité et la cohérence de ses travaux, la performance de l'ouvrage et le respect du calendrier et du budget alloué à l'opération, ainsi que la prise en compte de la sécurité.

Article 4 – Partie commune franco-italienne

La partie commune franco-italienne de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin est composée, suivant le plan figurant en annexe 1 au présent Accord (cette annexe faisant partie intégrante du présent Accord) :

a) en France, d'une section de 33 kilomètres environ franchissant le massif de Belledonne et comprenant les tunnels à double tube de Belledonne et du Glandon ;
b) d'un tunnel à double tube de 57 kilomètres environ entre Saint-Jean-de-Maurienne, en France, et Suse – Bussoleno, en Italie, creusé dans les Alpes, sur les territoires français et italien et incluant trois sites de sécurité à La Praz, Modane et Clarea ;
c) d'une section à l'air libre d'environ 3 kilomètres en territoire italien à Suse ;
d) d'un tunnel à double tube d'environ 19,5 kilomètres situé sur le territoire italien entre Suse et Chiusa San Michele ;
e) en France et en Italie, des ouvrages de raccordement à la ligne historique ;
f) ainsi que des ouvrages annexes (gares, installations électriques, etc.) nécessaires à l'exploitation ferroviaire et de ceux dont les Parties conviendraient ultérieurement qu'ils doivent être inclus dans cette partie commune franco-italienne.

Ces ouvrages seront réalisés en plusieurs phases fonctionnelles.

Dans une première phase, objet du présent Accord, sera réalisée la section transfrontalière, incluant les gares de Saint-Jean-de-Maurienne et de Suse, ainsi que les raccordements aux lignes actuelles conformément au plan annexé.

En complément, Rete Ferroviaria Italiana (ci-après « RFI ») réalisera des travaux d'amélioration de la capacité sur la ligne historique entre Avigliana et Bussoleno.

La consistance des phases suivantes sera définie par les Parties dans le cadre d'accords ultérieurs.

Article 5 – Mise en œuvre

Le titre II du présent Accord définit les dispositions relatives à la gouvernance du projet et au droit qui lui est applicable.

Le titre III précise certaines dispositions relatives à la conduite des études et travaux préliminaires de la partie commune franco-italienne

Le titre IV définit les dispositions relatives aux modalités de réalisation du projet.

Le titre V définit les dispositions applicables à la mise en service et à l'exploitation de la section transfrontalière.

Le titre VI définit les mesures d'accompagnement du projet.

Enfin, le titre VII définit les dispositions finales d'entrée en vigueur et de révision du présent Accord, ainsi que celles relatives au règlement des différends.

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord du 29 janvier 2001, un nouvel avenant complétera l'Accord ainsi modifié pour définir les modalités de lancement des travaux définitifs de la partie commune franco-italienne.

Titre II : Gouvernance du projet – Droit applicable

Article 6 – Rôle du Promoteur public

6.1 Le Promoteur public est une entité adjudicatrice au sens de la directive 2004/17/CE du 31 mars 2004, mise en place par les Parties conformément aux principes définis par l'article 3 du présent Accord.

Il est seul responsable de la conclusion et du suivi de l'exécution des contrats que nécessitent la conception, la réalisation et l'exploitation de la section transfrontalière de l'ouvrage.

Il assure la direction stratégique et opérationnelle du projet. Il est responsable de sa bonne fin vis-à-vis des Parties et de l'Union européenne.
Il est également compétent pour effectuer toute opération susceptible de faciliter ou de compléter la réalisation des missions énumérées ci-dessus.

Le siège du Promoteur public est établi à Chambéry (France), où au moins la moitié des effectifs est basée, alors que la direction opérationnelle est basée à Turin (Italie).

6.2 Le Promoteur public a qualité de gestionnaire de l'infrastructure de la section transfrontalière au sens de la directive 2001/14/CE et pourra déléguer tout ou partie des missions qu'il assure en cette qualité, en concluant des accords avec d'autres gestionnaires d'infrastructures des deux Etats.

Dans l'hypothèse où le Promoteur public déciderait de procéder à une telle délégation dès la mise en service de l'ouvrage, cette décision devrait alors intervenir au moins deux ans avant ladite mise en service.

6.3 Les statuts et le règlement intérieur du Promoteur public transcrivent les dispositions du présent Accord afin de permettre sa mise en œuvre.

Le Promoteur public est comptable, vis-à-vis des Parties au présent Accord, du respect des directives applicables au projet.

6.4 La composition du conseil d'administration du Promoteur public est paritaire entre les deux États. Le directeur général et le directeur administratif et financier sont nommés par la Partie italienne. Le président du conseil d'administration, le président de la commission des contrats et le président du service permanent de contrôle sont nommés par la Partie française. Le directeur général est assisté par un directeur juridique qui est nommé par la Partie française.

Un représentant de la Commission européenne participe aux réunions du conseil d'administration comme membre sans droit de vote.

Des représentants de la Région Rhône-Alpes (France) et de la Région Piémont (Italie) peuvent assister aux réunions du conseil d'administration, comme observateurs sans droit de vote, dans les conditions prévues par les statuts du Promoteur public.

Le directeur général est nommé par la Partie italienne parmi les membres du conseil d'administration. Il se voit déléguer toutes les responsabilités opérationnelles de la société, y compris la définition de l'organigramme de la société, les ressources humaines, le bilan et l'activité financière.

Tous les recrutements sont basés exclusivement sur les compétences des candidats.

La durée du mandat du président et du directeur général est de 6 ans. Ces mandats sont renouvelables.

6.5 Nonobstant toute disposition contraire, incompatible ou plus restrictive du droit national applicable au Promoteur public :

- le Promoteur public peut conclure tous les types de contrats en vue de la réalisation de sa mission, dès lors qu'ils sont autorisés par la directive 2004/17/CE et respectent les principes, objectifs et dispositions qu'elle comporte,
- pour l'attribution de ces contrats, le Promoteur public respecte les principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures et applique l'ensemble des principes mentionnés par l'article 7.1 du présent Accord ainsi que les objectifs et règles imposés par la directive 89/665/CEE du Conseil, du 21 décembre 1989, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à l'application des procédures de recours en matière de passation des marchés publics de fournitures et de travaux, modifiée notamment par la directive 2007/66/CE.

S'agissant des conditions de passation et d'exécution des contrats de travaux, de fournitures et de services nécessaires à la réalisation de ses missions liées à la conception, la réalisation et l'exploitation de la section transfrontalière de l'ouvrage, le Promoteur public est tenu au respect de la Constitution française, ainsi qu'à celui des règlements et des directives communautaires, notamment la directive 2004/17/CE. Compte tenu de la primauté du droit communautaire, sont inapplicables les normes du droit national qui se révéleraient contraires, incompatibles ou plus restrictives que ladite directive. Le Promoteur public peut mettre en

œuvre les procédures de droit national qu'il estime adéquates, à condition qu'elles soient strictement compatibles avec le droit communautaire.

Les directives communautaires mentionnées par le présent Accord visent également les directives ultérieures ayant le même objet.

En ce qui concerne les mesures d'accompagnement des chantiers, le Promoteur public applique, pour la partie française, la « Démarche Grand Chantier » et, pour la partie italienne, la loi de la Région Piémont « Promozione di inteventi a favore dei territori interessati dalla realizzazione di grandi infrastrutture. Cantieri-Sviluppo-Territorio », sous réserve de leur compatibilité avec le présent Accord.

Article 7 – Commission des contrats

7.1 Une Commission des contrats est instituée au sein du Promoteur public, afin de garantir les principes énoncés à l'article 6.5 du présent Accord et les exigences de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse et de rigueur financière dans l'exécution des contrats.

La Commission des contrats n'est compétente que pour les seuls contrats de services, travaux et fournitures dont la conclusion est obligatoirement soumise à une procédure de publicité et de mise en concurrence formalisée en application de la directive 2004/17/CE.

La Commission des contrats est composée d'experts indépendants reconnus pour leurs compétences dans les aspects techniques, juridiques, économiques et financiers de la passation et de l'exécution des contrats précités passés par le Promoteur public. Ces experts ne peuvent pas être membres du conseil d'administration.

La Commission des contrats est composée de 12 membres nommés pour moitié par chaque Partie.

Chaque Partie notifie le nom de chaque membre de la Commission qu'il entend désigner à l'autre Partie, qui dispose alors d'un délai de quinze jours pour faire connaître sa décision. En l'absence d'objection dans ce délai, l'autre Partie est réputée avoir approuvé la désignation. La récusation d'un membre doit être justifiée et motivée par écrit. En cas de récusation, la Partie concernée doit désigner un autre candidat, qui ne peut plus être récusé.

Le président de la Commission des contrats est nommé par la Partie française ; il a voix prépondérante en cas de partage.

Le mandat des membres de la Commission des contrats est d'une durée de 5 ans. Il est renouvelable.

La Commission des contrats ne délibère valablement qu'à la condition que la moitié des membres soient présents ou représentés.

7.2 Préalablement au lancement de la procédure de passation des contrats, la Commission des contrats vérifie la détermination suffisante des besoins, le respect de la directive 2004/17/CE, la pertinence de la procédure choisie et des critères retenus pour la sélection des candidatures et des offres, ainsi que la pertinence du dossier de consultation des entreprises.

Elle émet sur ces questions un avis juridique, technique, économique et financier, avant la publication de l'avis d'appel public à la concurrence.

Elle reçoit un compte rendu du contenu des dossiers de candidature et des offres.

Elle contrôle le contenu des négociations, dont elle reçoit un compte rendu régulier. L'ensemble ou une partie des membres de la Commission peuvent être associés aux négociations des contrats ou aux dialogues compétitifs précédant leur attribution.

Chaque membre de la Commission des contrats, tenu au respect de la confidentialité des offres et des procédures de passation des contrats, dispose d'un droit de communication sur pièces et de consultation sur place des dossiers de candidature et des offres des candidats et plus généralement de tous les documents émis par le Promoteur public ou les candidats dans le cadre de la procédure.

La Commission des contrats contrôle le bien-fondé de l'élimination des candidatures et des offres ainsi que la pertinence des analyses et propositions du Promoteur public relatives aux offres. Elle donne son avis préalablement à toute décision relative aux candidatures, aux offres, à l'infructuosité, à la déclaration sans suite ou plus généralement à l'interruption éventuelle de la procédure ainsi qu'au choix final de l'attributaire.

7.3 Une commission d'évaluation est chargée d'un travail préliminaire d'instruction sur les offres finales reçues.

Les membres de cette commission sont nommés après réception des offres finales des concurrents par le président de la Commission des contrats, qui fait son choix parmi les membres de celle-ci, en composition paritaire entre les deux États, en motivant son choix sur la base des compétences professionnelles spécifiques des experts concernés.

Le président de la commission d'évaluation est nommé par le président de la Commission des contrats; il a voix prépondérante en cas de partage.

La commission est composée de 6 membres, qui participent aux délibérations et au vote de la Commission des contrats sur l'avis qu'elle doit rendre sur l'attribution du contrat. A la fin de l'instruction qu'elle effectue, la commission d'évaluation remet un rapport technique à la Commission des contrats en séance plénière. La commission d'évaluation y formule une proposition d'avis sur l'attribution du marché que la Commission des contrats doit rendre au directeur général du Promoteur public.

7.4 En cours d'exécution des contrats, la Commission des contrats est saisie de toute réclamation ou demande de modification émanant des titulaires des contrats conclus par le Promoteur public, de tout projet d'avenant, de tout projet de décompte général et définitif ou document équivalent, et de tout projet de transaction avec les titulaires des contrats conclus par le Promoteur public. La Commission des contrats donne son avis préalablement à toute modification substantielle des contrats, à la signature de tout avenant, à l'acceptation totale ou partielle de toute réclamation, à la notification de tout décompte général et définitif ou de tout document en tenant lieu et à toute transaction.

Elle est immédiatement informée de tout contentieux contractuel.

7.5 Les avis rendus par la Commission des contrats et la proposition d'avis rendue par la commission d'évaluation prévue par l'article 7.3 du présent Accord sont motivés, aux plans technique, juridique, économique et financier. La Commission des contrats est saisie en temps utile, pour lui permettre d'instruire et de rendre des avis motivés. Elle peut émettre un avis, général ou particulier, sur les conditions de sa saisine.

La Commission des contrats rend son avis dans un délai de 90 jours francs à compter de sa saisine. Ce délai ne commence à courir qu'à compter de la transmission de l'ensemble des documents lui permettant de statuer. Le Président de la Commission des contrats adresse sans délai au directeur général toute demande de documents complémentaires.

Dans le délai précité, en fonction de l'importance et des enjeux du contrat soumis à son examen, la Commission des contrats peut décider de ne pas rendre d'avis. Le Président de la Commission des contrats notifie l'intention de la Commission au directeur général. Dans cette hypothèse, la procédure suit son cours, dans le respect des compétences respectivement dévolues au directeur général et au conseil d'administration du Promoteur public.

En cas d'avis favorable à la proposition du directeur général, la procédure suit son cours conformément aux termes de l'avis et dans le respect des compétences respectivement dévolues au directeur général et au conseil d'administration du Promoteur public.

En cas d'avis défavorable à la proposition du directeur général ou si la Commission des contrats n'a pas été en mesure de rendre son avis dans le délai prévu au deuxième alinéa du présent article, le directeur général ne peut poursuivre la procédure qu'en sollicitant obligatoirement l'approbation du conseil d'administration statuant à une majorité qualifiée fixée par les statuts du Promoteur public et impliquant l'accord de plus de la moitié des membres du conseil d'administration nommés par chaque Partie. Si le directeur général fait le choix d'agir conformément à l'avis défavorable de la Commission des contrats, il lui présente un nouveau projet, tenant compte des motifs de cet avis défavorable.
Les Parties au présent Accord, le directeur général et les membres du conseil d'administration sont immédiatement rendus destinataires de tout avis de la Commission des contrats.

7.6 Le Promoteur public veille à ce que la Commission des contrats dispose en permanence des moyens matériels et financiers suffisants pour permettre son bon fonctionnement. A cet effet, le président de la Commission propose un budget annuel au conseil d'administration ; ce budget ne peut être rejeté que par une majorité qualifiée fixée par les statuts du Promoteur public et impliquant l'accord de plus de la moitié des membres du conseil d'administration nommés par chaque Partie.

La Commission des contrats peut, dans le respect de son budget, faire appel aux experts de son choix pour la réalisation d'études particulières et, plus généralement, pour l'assister dans l'élaboration des avis qu'elle doit rendre.

Le Président de la Commission des contrats dispose seul des moyens affectés à la Commission pour lui permettre d'accomplir sa mission. La passation et l'exécution des contrats conclus à cet effet sont assurées par le Président de la Commission des contrats au nom du Promoteur public, dans le respect de la directive 2004/17/CE. Ils sont signés par le Président de la Commission dans le respect des seuils de compétences du conseil d'administration, qui ne peut refuser d'autoriser la signature du contrat que par une majorité qualifiée fixée par les statuts du Promoteur public et impliquant l'accord de plus de la moitié des membres du conseil d'administration nommés par chaque Partie. Les contrats signés sont immédiatement transmis au Service permanent de contrôle.

Le Président de la Commission des contrats rend compte périodiquement de l'utilisation des moyens de la Commission des contrats au conseil d'administration, au directeur général, au Service permanent de contrôle et aux autres autorités de contrôle du Promoteur public.

7.7 Les modalités pratiques du fonctionnement de la Commission des contrats sont prévues, dans le respect des dispositions du présent article, par les statuts et le règlement intérieur du Promoteur public.

Article 8 – Service permanent de contrôle

8.1 Outre les autorités de contrôle instituées par la législation nationale applicable au Promoteur public, il est institué un Service permanent de contrôle.

Le Service permanent de contrôle veille au respect du bon emploi des fonds publics, à l'efficacité économique, financière et technique du Promoteur public, à la bonne exécution du projet et, plus généralement, au bon fonctionnement du Promoteur public, dans le respect de ses statuts, de son règlement intérieur et des dispositions du présent Accord.

Le Service permanent de contrôle est composé d'experts dans les domaines concernés par l'activité du Promoteur public.

Le Service permanent de contrôle est composé de 12 membres nommés pour moitié par chaque Partie. Chaque Partie notifie le nom de chaque membre du Service qu'il entend désigner à l'autre Partie, qui dispose alors d'un délai de quinze jours pour faire connaître sa décision. En l'absence d'objection dans ce délai, l'autre Partie est réputée avoir approuvé la désignation. La récusation d'un membre doit être justifiée et motivée par écrit. En cas de récusation, la Partie concernée doit désigner un autre candidat, qui ne peut plus être récusé.

Le président du Service permanent de contrôle est nommé par la Partie française; il a voix prépondérante en cas de partage.

Le mandat des membres du Service permanent de contrôle est d'une durée de 5 ans. Il est renouvelable.

Le Service permanent de contrôle ne délibère valablement sur l'adoption des rapports et des notes d'alerte qu'à la condition que la moitié des membres soient présents ou représentés.

Les personnes ayant ou ayant eu la qualité de membre du conseil d'administration ou de la Commission des contrats du Promoteur public, exerçant ou ayant exercé des fonctions de direction au sein du Promoteur public, ne peuvent être membres du Service permanent de contrôle.

8.2 Le Service permanent de contrôle rend des rapports et des notes d'alerte sur tous les aspects de l'exécution du projet par le Promoteur public. Il dispose des pouvoirs d'investigation les plus étendus, sur pièces et sur place. Il formule le cas échéant des préconisations motivées pour l'amélioration de l'efficacité du Promoteur public.

Le Service permanent de contrôle peut être saisi par le conseil d'administration, y compris à la demande du représentant de la Commission européenne assistant à ses réunions, une des Parties signataires, le directeur général ou le président de la Commission des contrats. Il peut également se saisir de toute question qu'il juge utile à l'exercice de sa mission.

Les rapports et les notes d'alerte du Service permanent de contrôle sont immédiatement transmis à l'autorité qui l'a saisi et aux Parties signataires du présent Accord.

8.3 Le Service permanent de contrôle est placé au sein du Promoteur public qui, sous le contrôle des Parties, veille à ce qu'il dispose en permanence des moyens matériels et financiers suffisants pour permettre son bon fonctionnement. A cet effet, le président du Service permanent de contrôle propose un budget annuel au conseil d'administration; ce budget ne peut être rejeté que par une majorité qualifiée fixée par les statuts du Promoteur public et impliquant l'accord de plus de la moitié des membres du conseil d'administration nommés par chaque Partie.

Le Service permanent de contrôle peut, dans le respect de son budget, faire appel aux experts de son choix pour la réalisation d'études particulières et, plus généralement, pour l'assister dans sa mission et pour l'élaboration des rapports qu'il doit rendre. Le président du Service permanent de contrôle dispose seul des moyens affectés au Service pour lui permettre d'accomplir sa mission. La passation et l'exécution des contrats conclus à cet effet sont assurées par le Président du Service permanent de contrôle au nom du Promoteur public, dans le respect de la directive 2004/17/CE. Ils sont signés par le Président du Service permanent de contrôle dans le respect des seuils de compétences du conseil d'administration, qui ne peut refuser d'autoriser la signature d'un contrat que par une majorité qualifiée fixée par les statuts du Promoteur public et impliquant l'accord de plus de la moitié des membres du conseil d'administration nommés par chaque Partie.

Les contrats signés sont immédiatement transmis à la Commission des contrats.

Le Président du Service permanent de contrôle rend compte périodiquement de l'utilisation des moyens du Service aux Parties, au conseil d'administration et au directeur général, ainsi qu'aux autres autorités de contrôle du Promoteur public.

8.4 Les modalités pratiques du fonctionnement du Service permanent de contrôle sont prévues, dans le respect des dispositions du présent article, par les statuts et le règlement intérieur du Promoteur public.

Article 9 – Commission intergouvernementale, comité de sécurité, comité de sûreté, organismes de contrôle et de régulation

9.1 Commission intergouvernementale

9.1.1 La Commission intergouvernementale est composée de deux délégations nommées respectivement par chacune des Parties. Chaque délégation est composée de sept membres au plus.

La délégation française comprend des représentants des ministres chargés des affaires étrangères, de l'environnement, de l'équipement et des transports, de l'économie et des finances, du budget et de l'intérieur.

La délégation italienne comprend des représentants des ministres chargés des affaires étrangères, de l'environnement, des infrastructures et des transports, de l'économie et des finances et de l'intérieur.

Un représentant de la Commission européenne participe aux réunions de la commission intergouvernementale comme membre sans droit de vote.

Les chefs de chacune des délégations assurent alternativement, et pour une durée d'un an, la présidence de la Commission.

9.1.2 Pour la phase d'études, reconnaissances et travaux préliminaires évoquée à l'article 5 de l'Accord du 29 janvier 2001, et jusqu'à son achèvement, les compétences de la Commission intergouvernementale relatives à cette phase, décrites à l'article 9 de ce même Accord, restent en vigueur.

9.1.3 Pour la réalisation des travaux de la section transfrontalière, la Commission intergouvernementale se voit attribuer les compétences suivantes :

a) émettre des avis et des recommandations à l'intention des Parties, notamment sur le déroulement et l'avancement de l'opération ainsi que sur l'exploitation de la section transfrontalière et de la ligne historique du Fréjus ; la Commission intergouvernementale est, à cette fin, régulièrement informée par le Promoteur public pour pouvoir effectuer le suivi de ses activités.
b) suivre pour le compte des Parties toute question spécifique à la section transfrontalière et à la ligne historique du Fréjus, notamment aux fins d'une meilleure coordination des acteurs ;
c) élaborer le projet d'avenant prévu par l'article 4 de l'Accord du 29 janvier 2001 ;
d) informer les collectivités territoriales françaises et italiennes concernées de l'avancement des études et travaux, sachant que les régions Rhône-Alpes et Piémont sont associées aux travaux de la Commission intergouvernementale ;
e) veiller, dans le respect des compétences du Promoteur public résultant du présent Accord, à la bonne coordination des procédures nationales de concertation et de consultation que les autorités responsables sont chargées de mener à bien, conformément à l'ordre juridique respectif de chacune des Parties, et leur fournir toutes les informations nécessaires à leur conduite ;
f) coordonner et valider les normes particulières applicables à la section transfrontalière et à la ligne historique du Fréjus, notamment dans le domaine de l'exploitation

ferroviaire, de la sécurité et de la sûreté, à appliquer en phase de conception, de réalisation et d'exploitation ;

g) s'assurer de la bonne coordination des travaux des autorités nationales de sécurité ferroviaire, en particulier pour la délivrance par ces autorités des agréments de sécurité, des certificats de sécurité partie B et des autorisations pour l'utilisation du nouvel ouvrage et de la ligne historique du Fréjus ;
h) valider, avant leur mise en œuvre, les plans d'intervention et de secours, le plan de secours binational et les programmes des exercices de sécurité ou de secours proposés sur la section transfrontalière ou sur la ligne historique du Fréjus ;
i) favoriser la coordination entre les services de police et de douane des deux Etats.

9.1.4 Pour l'exécution des missions qui lui sont attribuées par le présent Accord, la Commission intergouvernementale :

a) établit son règlement intérieur et l'approuve ;
b) dispose de deux secrétariats nationaux ;
c) crée un Comité de sécurité qui l'assiste dans les décisions qu'elle propose aux Parties concernant la sécurité technique de l'ouvrage, en phase de projet, de réalisation ou d'exploitation ;
d) crée un comité de sûreté qui l'assiste dans les décisions qu'elle propose aux Parties et qui intéressent les questions liées à la sûreté ;
e) bénéficie de la collaboration des administrations de chaque Partie ;
f) consulte les exploitants du réseau ferroviaire national de chacun des deux États sur les résultats de ses études, les conclusions qu'elle en tire et sur ses propositions, dans le cadre d'un Comité des exploitants ferroviaires nationaux institué à cet effet ;
g) est régulièrement informée des décisions prises par le Promoteur public.

9.1.5 Chacune des Parties prend en charge les frais de fonctionnement de sa délégation à la Commission intergouvernementale. Le contrôle des dépenses engagées par chaque délégation est assuré suivant les règles de gestion propres à la Partie concernée. Cette disposition entrera en vigueur le 1er janvier de l'année suivant l'entrée en vigueur du présent Accord.

9.2 Comité de sécurité

9.2.1 La Commission intergouvernementale crée auprès d'elle un comité de sécurité composé d'experts de chacune des Parties dans les domaines :

a) de la sécurité des infrastructures et des circulations ferroviaires,
b) de la sécurité civile et des secours.

Les autorités nationales de sécurité ferroviaire des deux États sont représentées au comité de sécurité.

Ce comité est consultatif. Il peut être saisi par la Commission intergouvernementale de toute question dans ses domaines de compétences.

9.2.2 Il a notamment pour missions :

a) d'émettre des avis ou des propositions à la CIG, à son initiative ou sur demande de celle-ci,
b) de veiller à la conformité des normes et dispositifs de sécurité de la liaison ferroviaire en application des règles nationales et européennes,
c) d'être l'interlocuteur du Promoteur public, du Service permanent de contrôle, de la Commission des contrats et, le cas échéant, des opérateurs concernés, pour l'ensemble des affaires relatives à la sécurité,
d) d'instruire pour la CIG l'ensemble des documents relatifs à la sécurité, et le retour d'expérience des incidents ou accidents le cas échéant,
e) de transmettre les instructions de la CIG, de s'assurer de leur mise en œuvre, d'obtenir toute information ou document utile, de réaliser à la demande de la CIG les contrôles et inspections correspondantes, d'organiser l'inspection des travaux,
f) de proposer la politique et le thème des exercices et de soumettre à la CIG les conclusions de leur retour d'expérience.

Aux fins de ses missions, le Comité de Sécurité peut faire appel sans frais complémentaires à la collaboration des administrations de chaque Partie.

9.3 Comité de sûreté

9.3.1 La Commission intergouvernementale crée auprès d'elle un comité de sûreté composé d'experts de chacune des Parties dans le domaine de la sûreté.

Ce comité est consultatif. Il peut être saisi par la Commission intergouvernementale de toute question dans ses domaines de compétences.

9.3.2 Il a notamment pour missions :

a) d'émettre des avis ou des propositions à la CIG, à son initiative ou sur demande de celle-ci,
b) d'être l'interlocuteur du Promoteur public, du Service permanent de contrôle, de la Commission des contrats et, le cas échéant, des opérateurs concernés, pour l'ensemble des affaires relatives à la sûreté,
c) d'instruire pour la CIG l'ensemble des documents relatifs à la sûreté,
d) de transmettre les instructions de la CIG, de s'assurer de leur mise en œuvre, d'obtenir toute information ou document utile, de réaliser à la demande de la CIG les contrôles et inspections correspondantes, d'organiser l'inspection des travaux.

Aux fins de ses missions, le comité de sûreté peut faire appel sans frais complémentaires à la collaboration des services compétents en matière de sûreté des administrations de chaque Partie.

9.4 Organismes de contrôle et de régulation

9.4.1 Sans préjudice de l'article 25 du présent Accord, les réglementations française et italienne relatives à la régulation ferroviaire et à l'accès au réseau sont applicables respectivement sur la partie française et la partie italienne de la section transfrontalière.

9.4.2 Les législations nationales peuvent prévoir des avis des organismes de contrôle nationaux créés en application de l'article 30 de la directive 2001/14/CE. Quand ils concernent la section transfrontalière ou la ligne historique du Fréjus, les avis des organismes de contrôle nationaux peuvent porter sur l'ensemble de la section concernée et non sur la seule partie située sur leur territoire national. Les avis de chaque organisme de contrôle sont élaborés en concertation étroite avec l'organisme de l'autre Etat. Ces avis n'ont pas un caractère contraignant.

9.4.3 Lorsqu'il ne peut être rattaché à un seul territoire national, tout recours au titre de l'article 30 de la directive 2001/14/CE qui concerne la section transfrontalière ou la ligne historique du Fréjus est présenté devant l'organisme de contrôle français, qui est chargé de l'instruire. Cet organisme de contrôle doit recueillir l'avis conforme de l'organisme de contrôle italien avant de rendre sa décision.

Dans le cas où il apparaît, pendant la période d'instruction, que les deux organismes de contrôle ne peuvent trouver un accord, ils constituent sans délai un comité de conciliation. Ce comité est composé de deux membres de chaque organisme de contrôle. Son président a voix prépondérante en cas de partage. La présidence est exercée alternativement pour un an par la France et par l'Italie. Ce comité doit rendre son avis dans un délai d'un mois, pendant lequel le délai d'instruction du recours est suspendu. L'organisme de contrôle français doit rendre sa décision conformément à l'avis de ce comité.

9.4.4 Tout recours à l'encontre d'une décision de l'organisme de contrôle français ou italien est présenté devant la juridiction compétente de l'État de l'organisme de contrôle concerné.

9.4.5 Sans préjudice des dispositions 9.4.3 et 9.4.4 du présent article, les organismes de contrôles français et italien se concertent afin d'établir une doctrine commune pour toute question concernant la section transfrontalière ou la ligne historique du Fréjus, notamment préalablement à toute décision.

Article 10 – Droit applicable

10.1 Compte tenu de l'unité physique et fonctionnelle de la section transfrontalière :

a) la passation et l'exécution des contrats de travaux, services et fournitures conclus par le Promoteur public pour l'exécution de ses missions sont régies, sous réserve des dispositions de l'article 6.5 du présent Accord, par le droit public français et, sous réserve des dispositions du b) ci-dessous, les litiges qui s'y rapportent relèvent de la compétence des juridictions administratives françaises. Toutefois, la passation et l'exécution des contrats sans lien direct avec la conception, la réalisation ou l'exploitation des ouvrages de la section transfrontalière et qui ne doivent s'exécuter que sur le territoire italien, sont régies par le droit italien et les litiges qui s'y rapportent relèvent de la compétence des juridictions italiennes;

b) les contrats passés par le Promoteur public ayant directement pour objet la construction, l'installation des équipements ou l'exploitation des ouvrages de la section transfrontalière stipulent, sauf décision contraire du Conseil d'administration du Promoteur public prise à la majorité qualifiée fixée par les statuts du Promoteur public et impliquant l'accord de plus de la moitié des membres du conseil

d'administration nommés par chaque Partie, que les litiges portant sur leur exécution et leur interprétation relèvent de la compétence du Tribunal arbitral visé à l'article 27 du présent Accord, lequel fait application du droit public français, sous réserve des stipulations de l'article 6.5 du présent Accord;

c) l'accomplissement des procédures d'autorisation, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme et d'aménagement foncier, nécessaires à la réalisation de la section transfrontalière, est régi par le droit français pour la partie de l'ouvrage qui se situe sur le territoire français et par le droit italien pour la partie de l'ouvrage qui se situe sur le territoire italien;

d) sous réserve des stipulations de l'article 10.2, le droit applicable aux dommages causés à quiconque du fait de la construction, de l'existence, de l'entretien, de l'exploitation, de la sécurité et de la sûreté des ouvrages de la section transfrontalière est le droit français.

10.2 Compte tenu des caractéristiques précitées de la section transfrontalière, sans préjudice des dispositions de la directive 96/71/CE, il est fait application des règles suivantes en matière de conditions de travail et d'emploi :

a) Conformément au droit commun, le droit applicable aux conditions de travail et d'emploi des personnels sur la section transfrontalière est le droit territorialement applicable.

b) Par exception aux dispositions du précédent alinéa:
   i) Les travaux de génie civil réalisés lors du creusement du tunnel à partir des points d'attaque situés de part et d'autre de la frontière sont réputés exécutés entièrement sur le territoire de l'Etat à partir duquel ils ont été engagés jusqu'au point de jonction avec les travaux réalisés à partir de l'autre Etat.
   ii) L'exécution des marchés ayant pour objet l'installation des équipements de l'ouvrage avant sa mise en service est régie par le droit français.

c) Pour l'application des exceptions prévues aux points i) et ii) de l'alinéa précédent, les agents des corps d'inspection du travail territorialement compétents des deux États peuvent exécuter, en cas de besoin, des missions de visite et d'enquête sur l'ensemble de la section transfrontalière pour constater le respect du droit applicable. Les missions sont conjointes lorsque les services d'un État interviennent sur le territoire de l'autre État. Chaque corps de contrôle applique ses propres règles de procédure.

   Les infractions constatées conformément aux dispositions de l'alinéa précédent sont poursuivies et jugées par les autorités compétentes de l'État dont le droit du travail est applicable, conformément à la législation de celui-ci.

d) Le Promoteur public est tenu de faire figurer parmi les pièces des marchés au minimum les règles spécifiques en matière de santé et sécurité au travail, telles qu'elles résultent des études effectuées en prévision du chantier de construction de la section transfrontalière par les services français et italiens d'inspection du travail, et à les assortir de pénalités financières en cas de non respect par les entreprises prestataires.

Les services français et italiens de l'inspection du travail informent le Promoteur public de tout constat de manquement à ces règles communes, afin qu'il prenne toute mesure nécessaire pour faire cesser ces manquements et le cas échéant sanctionner les entreprises responsables.

Les autorités françaises et italiennes compétentes mènent des actions de coopération afin de veiller au respect des principes posés aux alinéas précédents.

10.3 Le Promoteur public est soumis à la législation et à la réglementation fiscale applicable en France.

Article 11 – Propriété des ouvrages

Les ouvrages constitutifs de la section transfrontalière deviennent la propriété du Promoteur public, sous réserve des stipulations particulières et temporaires des contrats conclus par ce dernier pour la réalisation et l'exploitation desdits ouvrages.

A la disparition du Promoteur public, les ouvrages dont il est propriétaire deviennent la propriété de l'Etat sur le territoire duquel ils sont situés. Un accord entre les Parties règle les conséquences de cette disparition.

Article 12 – Recapitalisation

Nonobstant les dispositions du droit français applicables au Promoteur public, dans l'hypothèse où le Promoteur public serait doté d'un capital social, ce capital social ne peut être modifié sans l'accord des Parties ou du Promoteur public.

Article 13 – Devenir de LTF

Le Promoteur public pourra recevoir, dans les 12 mois à compter de sa création, par toutes modalités juridiques appropriées, le cas échéant à titre gratuit, tout ou partie des droits et obligations de LTF SAS. A compter de ce transfert, il se substitue à LTF SAS dans l'exercice des missions correspondant à ces droits et obligations. Qu'il conduise ou non à la disparition de la personne morale de LTF SAS, ce transfert ne donne lieu à aucune perception d'impôts, de droits ou de taxes de quelque nature que ce soit. Par ailleurs, en toutes matières fiscales, le Promoteur public, s'il se voit transférer tout ou partie du patrimoine de LTF SAS, est réputé continuer la personne de LTF SAS, dont les droits et avantages fiscaux antérieurement acquis ne sauraient, par l'effet dudit transfert, être remis en cause.

Titre III : Conduite des études, reconnaissances et travaux préliminaires

Article 14 – Objet et durée

Le présent titre a pour but de préciser les modalités de financement entre les Parties des prestations d'études, de reconnaissances et de travaux préliminaires réalisées pour la conduite

du projet telles qu'elles sont définies à l'article 5, sous (b), de l'Accord du 29 janvier 2001, jusqu'à la promulgation de l'avenant prévu à l'article 4 de l'Accord du 29 janvier 2001.

Article 15 – Financement

Conformément aux dispositions de l'article 10, sous (a), de l'Accord du 29 janvier 2001, « les études générales de la section internationale du projet Lyon-Turin ainsi que les avant projets et travaux de la partie franco-italienne de cette liaison inscrits au programme de cette première phase sont financés à parts égales par les deux pays ».

Cependant et exceptionnellement, les surcoûts dérivant du changement de tracé en Italie par rapport au projet d'origine dit « gauche de la Dora », seront pris en charge en totalité par la Partie italienne, qui bénéficiera de la totalité du financement européen correspondant, notamment pour couvrir:

a) les coûts de révision du projet préliminaire et définitif de l'ouvrage;
b) les coûts de réalisation de la galerie de reconnaissance de La Maddalena, évalués par le projet définitif approuvé par le CIPE le 18 novembre 2010;
c) les coûts de réalisation des sondages en Italie, évalués par le programme de sondages approuvé par la Commission intergouvernementale.

Afin de quantifier lesdits surcoûts à la charge exclusive de l'Italie, les Parties conviennent de se référer au budget élaboré par LTF SAS et approuvé par la Commission intergouvernementale en décembre 2010.

Titre IV : Modalités de réalisation du projet au-delà des études, reconnaissances et travaux préliminaires

Article 16 – Principes

Le présent titre a pour but de préciser les modalités de financement entre les Parties des prestations réalisées pendant la construction des ouvrages définitifs de la partie commune franco-italienne.

La disponibilité du financement sera un préalable au lancement des travaux des différentes phases de la partie commune franco-italienne de la section internationale. Les Parties solliciteront l'Union européenne pour obtenir une subvention au taux maximum possible pour ces réalisations.

Par ailleurs, les Parties souhaitent que les principes de tarification de la ligne ferroviaire entre Lyon et Turin tiennent compte, sur chaque section, de l'utilité retirée de leur réalisation par les entreprises ferroviaires et permettent ainsi à la fois d'augmenter l'utilité de l'ouvrage pour les deux Etats, mais également d'augmenter la capacité d'autofinancement des différents ouvrages.

Pour la première phase, concernant la réalisation de la section transfrontalière, les modalités de financement sont précisées à l'article 18 du présent Accord.

Pour les phases suivantes, chaque Partie finance, avec l'aide de l'Union européenne, les infrastructures situées sur son territoire.

Article 17 – Principes du montage juridique, économique et financier

Le montage juridique, économique et financier du projet s'inspire des principes énoncés dans l'annexe 2 du présent Accord, qui fait partie intégrante de ce dernier.

Article 18 – Financement du Promoteur public et de la réalisation de la section transfrontalière

Déduction faite de la contribution de l'Union européenne et de la part financée par les péages versés par les entreprises ferroviaires, pour les coûts de la première phase, la clef de répartition retenue s'établit à 42,1% pour la Partie française et à 57,9% pour la Partie italienne, dans la limite du coût estimé au stade du projet, certifié par un tiers extérieur. Au delà de ce coût certifié, les coûts sont répartis à parts égales entre la Partie française et la Partie italienne.

Par exception, les acquisitions foncières, les déviations de réseaux et les mesures d'accompagnement sont prises en charge par chacune des Parties sur son territoire.

Dans la limite de l'estimation des travaux d'amélioration de la capacité sur la ligne historique entre Avigliana et Bussoleno réalisée par LTF dans son étude de phasage de la partie commune franco-italienne, soit 81 M €, le financement de ces travaux est assuré dans le cadre global du financement de la première phase. Les surcoûts éventuels sont pris en charge en totalité par la Partie italienne.

Article 19 – Dispositions domaniales et foncières

Chacune des Parties s'engage à acquérir au profit du Promoteur public les terrains nécessaires, sur son propre territoire, à la construction des ouvrages constitutifs de la section transfrontalière.

Titre V : Mise en service et exploitation de la section transfrontalière

Article 20 – Objet

Le présent titre a pour but de préciser les modalités ultérieures de gestion de la section transfrontalière et de coordination des acteurs, après sa mise en service.

Article 21 – Sécurité, organisation des secours, circonstances exceptionnelles

21.1 Autorités compétentes pour la sécurité ferroviaire

Les autorités nationales de sécurité ferroviaire sont compétentes sur leur territoire national.

Sous le contrôle de la Commission intergouvernementale, prévu à l'article 9.1.3, sous g), du présent Accord, elles coordonnent l'exercice de leurs missions relatives à la section transfrontalière et à la ligne historique du Fréjus. Elles tiennent la Commission intergouvernementale constamment informée de leurs décisions relatives à ces ouvrages et lui transmettent tout élément d'information les concernant.

Les demandes d'agrément de sécurité pour la section transfrontalière ou pour la ligne historique du Fréjus sont adressées aux deux autorités nationales de sécurité ferroviaire, qui se coordonnent et rendent une décision conjointe.

Les demandes de certificat de sécurité partie B au sens de l'article 10, paragraphe 2, sous b), de la directive 2004/49/CE et d'autorisation de matériel roulant pour la section transfrontalière ou pour la ligne historique du Fréjus sont adressées aux deux autorités nationales de sécurité ferroviaire, qui se coordonnent et rendent une décision conjointe.

Les autorités nationales de sécurité ferroviaire s'efforcent de rapprocher leurs points de vue lorsqu'elles doivent rendre une décision conjointe. Cette décision est motivée. Chacune des autorités nationales de sécurité ferroviaire précise notamment les raisons pour lesquelles, en considération des caractéristiques du réseau sur son territoire, les demandes présentées sont acceptées ou refusées.

21.2 Plans d'intervention et de sécurité des gestionnaires d'infrastructures

Les gestionnaires d'infrastructures définissent, chacun pour la section qui le concerne, les procédures de prévention et les plans d'intervention et de sécurité en cas d'incident ou d'accident, qui doivent être conformes au plan de secours binational visé à l'article 21.3 du présent Accord et validés par la Commission intergouvernementale, après avis du comité de sécurité.

Les procédures de prévention et les plans d'intervention et de sécurité sont transmis aux autorités nationales de sécurité ferroviaire compétentes.

21.3 Organisation des secours extérieurs

Les préfets français et italien territorialement compétents établissent un plan de secours binational définissant l'organisation des secours sur la section transfrontalière. Ce plan et ses modifications sont validés par la Commission intergouvernementale, après avis du comité de sécurité.

Les secours en cas d'accident ou de catastrophe sur la section transfrontalière sont organisés par les autorités chargées de la sécurité civile en prenant en considération prioritairement l'évacuation des personnes, l'accessibilité au lieu de l'accident et la rapidité de l'engagement des services de secours, quel que soit l'État sur le territoire duquel s'est produit l'accident. A cette fin, les Parties conviennent d'autoriser les équipes de secours de l'autre État à franchir, si l'urgence l'exige, la frontière en dehors des points de passage autorisés.

Le commandement et la direction des opérations de secours sont assurés par les autorités nationales compétentes, selon la localisation du sinistre. En cas d'incertitude sur le côté de la frontière concerné, les secours de chaque État s'engagent dans un premier temps comme si l'événement se déroulait sur leur territoire respectif, pour assurer un prompt secours optimal. Dès que la localisation exacte de l'événement est connue, le commandement revient aux autorités nationales territorialement compétentes. Si l'événement se situe exactement au point frontière, le commandement est assuré conformément aux indications du plan de secours binational en vigueur au moment de l'événement.

21.4 Dans tous les cas de circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles ou civiles, des actes de terrorisme, des conflits armés ou menaces de telles situations, des attroupements dangereux aux abords immédiats des ouvrages, chaque Partie, après consultation de l'autre, sauf impossibilité, peut prendre des mesures dérogeant aux obligations mises à sa charge par le présent Accord, et notamment décider pour le temps strictement nécessaire la fermeture ou la restriction du trafic dans tout ou partie des ouvrages.

L'intervention de telles mesures n'ouvre aucun droit au profit du Promoteur public ou de l'autre Partie.

Article 22 – Coopération interétatique, police et contrôles frontaliers

22.1 Les modalités de coopération entre les services compétents des deux Etats dans tous les cas où cette coopération est nécessaire à l'exécution du présent Accord feront l'objet d'un ou plusieurs Protocoles additionnels.

22.2 Ce ou ces Protocoles détermineront notamment:

a) les règles et les modalités de contrôle relatives au droit du travail, à l'emploi des personnes, ainsi qu'à la santé et la sécurité des travailleurs sur la section transfrontalière;
b) les modalités des contrôles de sécurité, de police et de douane;
c) les modalités de constat des infractions, d'interpellation et d'arrestation sur le territoire de chaque Etat situé de part et d'autre de la section transfrontalière par les agents des deux Etats, y compris à bord des trains.

Les contrôles sont organisés de manière à concilier, autant que possible, la fluidité et la célérité du trafic avec l'efficacité de ces contrôles.

Chaque Partie est responsable du paiement ou du recouvrement des frais afférents aux contrôles qui lui incombent.

Titre VI : Mesures d'accompagnement du projet

Article 23 – Principes des mesures de report modal retenus

23.1 Les Parties mènent conjointement une politique visant à favoriser le report modal du transport de la route vers le fer dans les Alpes, de manière à préserver l'environnement de cette région, conformément aux objectifs de la Convention alpine.

23.2 Conformément à l'annexe 3 du présent Accord, qui fait partie intégrante de ce dernier, cette politique de report modal concerne, d'une part, la meilleure utilisation du réseau ferroviaire existant, notamment de la ligne historique du Fréjus et, d'autre part, la régulation de la circulation des marchandises par voie routière, en utilisant les outils tarifaires ou réglementaires appropriés, dans le respect de la législation européenne et sous réserve de la disponibilité d'une capacité ferroviaire suffisante.

23.3 Les Parties rechercheront avec les autres États alpins et la Commission européenne un accord sur des principes et un calendrier progressif de mise en place de mécanismes coordonnés de régulation et de réduction des flux routiers transalpins à l'horizon de la mise en service des projets ferroviaires conduisant à une augmentation importante de la capacité de ce mode.

Article 24 – Modification de la Convention du 29 janvier 1951

Dans un délai de deux ans après la signature du présent Accord, les Parties s'engagent à modifier la Convention du 29 janvier 1951 relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, afin notamment d'établir les mesures d'accompagnement nécessaires pour garantir le développement du trafic fret sur le corridor Lyon-Turin et notamment pour transférer au Promoteur public la qualité de gestionnaire d'infrastructure de la ligne historique du Fréjus.

Cette modification conduira également à créer un Comité de sécurité pour ce tunnel historique.

Article 25 – Tarification

Le Promoteur public fixe les redevances d'utilisation de la section transfrontalière de la ligne nouvelle et de la ligne historique entre les interconnexions avec la ligne nouvelle, conformément aux principes de tarification de la directive 2001/14/CE et notamment son article 8.2.

Titre VII : Dispositions finales

Article 26 – Amendements

Le présent Accord peut être amendé par voie d'accord entre les Parties, notamment pour prévoir la réalisation de prestations supplémentaires mineures dont la réalisation s'avérerait complémentaire et dont les Parties constateraient l'utilité et souhaiteraient la réalisation. Les conditions d'entrée en vigueur de ces amendements seront fixées par chaque accord.

Article 27 – Règlement des litiges, tribunal arbitral

27.1 Un tribunal arbitral est constitué pour régler :

a) Les différends entre les Parties ou entre le Promoteur public et l'une des Parties, relatifs à l'interprétation et à l'application du présent Accord, qui n'ont pas pu être résolus par la voie de la négociation dans un délai de trois mois à compter de la naissance du différend ;

b) Les différends entre le Promoteur public et les titulaires des contrats ayant pour objet la construction et l'exploitation des ouvrages de la section transfrontalière, conformément à l'article 10.1, sous b), du présent Accord.

27.2 Le tribunal arbitral est composé dans chaque cas de la façon suivante :

27.2.1 Pour les différends entre les Parties ou entre le Promoteur public et l'une des Parties :

a) Chacune des parties au différend nomme un arbitre dans un délai de deux mois suivant la requête d'arbitrage.
b) Les deux arbitres, dans les deux mois de la nomination du dernier d'entre eux, désignent d'un commun accord un troisième arbitre ressortissant d'un Etat tiers, qui préside le tribunal arbitral.
c) Si l'une des nominations n'a pas été faite dans les délais fixés ci-dessus, une partie peut, en l'absence de tout autre accord, demander au président de la Cour de justice de l'Union européenne de procéder à la nomination nécessaire.
d) Si le président de la Cour de justice de l'Union européenne est un ressortissant de l'un des deux Etats ou si, pour d'autres raisons, il est empêché, les nominations sont demandées aux présidents de chambre de cette Cour par ordre d'ancienneté.
e) Si ces derniers sont ressortissants de l'un des deux Etats ou sont également empêchés, les nominations sont effectuées par le juge de la Cour le plus ancien qui n'est ressortissant d'aucun des deux Etats et qui n'est pas empêché pour d'autres raisons.

27.2.2 Pour les différends entre le Promoteur public et ses cocontractants :

a) Chaque cocontractant partie au différend est en droit de nommer un arbitre dans un délai de deux mois suivant la requête d'arbitrage. Le Promoteur public nomme autant d'arbitres que le ou les cocontractants partie(s) au différend en ont nommés.
b) Les arbitres ainsi nommés désignent un arbitre supplémentaire, qui préside le tribunal arbitral. A défaut d'un accord entre eux dans le délai de deux mois à compter de la nomination du dernier d'entre eux, le président est nommé par le président de la Cour de justice de l'Union européenne.

27.3 Sur les points non traités par le présent article, le tribunal arbitral adopte sa propre procédure.

27.4 Le tribunal arbitral décide à la majorité des voix. Les arbitres ne peuvent s'abstenir. Le président du tribunal arbitral a voix prépondérante en cas de partage des voix. Le tribunal arbitral peut, à la requête d'une des parties au différend, interpréter ses propres décisions. Les décisions du tribunal arbitral sont définitives et obligatoires pour les parties au différend.

27.5 Les parties au différend et les arbitres utilisent la langue française ou la langue italienne pendant l'arbitrage. Toute décision rendue par le tribunal arbitral est rédigée en français et en italien.

27.6 Chaque partie au différend supporte les frais de l'arbitre nommé par elle ou en son nom et partage également les frais du président ; les autres frais de l'arbitrage sont supportés de la manière déterminée par le tribunal arbitral.

D1

Article 28 – Ratification, entrée en vigueur

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prend effet le premier jour du premier mois suivant le jour de réception de la seconde notification.

Les dispositions du présent Accord abrogent celles des accords du 15 janvier 1996 et du 29 janvier 2001 en tant qu'elles leur sont contraires.

En foi de quoi, les représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Rome, le 30 Janvier 2012, en deux exemplaires en langues italienne et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République italienne

Pour le Gouvernement de la République française

ACCORDO

tra

il Governo della Repubblica italiana

e

il Governo della Repubblica francese

per la realizzazione e l'esercizio
di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione

Il Governo della Repubblica italiana

e

il Governo della Repubblica francese,

qui di seguito designati le Parti,

Vista la Direttiva 91/440/CEE modificata del Consiglio, del 29 luglio 1991, relativa allo sviluppo delle ferrovie comunitarie,

Vista la Direttiva 2001/14/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 26 febbraio 2001, relativa alla ripartizione della capacità di infrastruttura ferroviaria e all'imposizione dei diritti per l'utilizzo dell'infrastruttura ferroviaria,

Vista la Direttiva 2004/17/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 31 marzo 2004, che coordina le procedure di appalto degli enti erogatori di acqua e di energia, degli enti che forniscono servizi di trasporto e servizi postali,

Vista la Direttiva 2004/49/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 aprile 2004, relativa alla sicurezza delle ferrovie comunitarie,

Vista la Direttiva 2008/57/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 17 giugno 2008 relativa all'interoperabilità del sistema ferroviario comunitario,

Vista la Convenzione del 29 gennaio 1951 relativa alle stazioni internazionali di Modane e Ventimiglia e ai tratti di ferrovia compresi tra le stazioni e le frontiere d'Italia e di Francia,

Considerato l'Accordo firmato il 15 gennaio 1996 a Parigi, relativo alla costituzione della Commissione intergovernativa per la preparazione della realizzazione di una nuova linea ferroviaria tra Torino e Lione,

Considerato l'Accordo firmato il 29 gennaio 2001 a Torino per la realizzazione di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione,

Considerato l'Accordo firmato a Roma il 3 dicembre 2004 sulla sicurezza negli studi per la realizzazione di una nuova linea ferroviaria Torino-Lione,

Convinti della necessità di inserire gli spostamenti di persone e il trasporto di merci attraverso l'Arco alpino in una prospettiva di sviluppo sostenibile finalizzata a favorire le modalità di trasporto più rispettose dell'ambiente,

Convinti che, per conseguire tale obiettivo, il potenziale rappresentato dalla modalità ferroviaria, quale complemento alla modalità marittima, merita di essere maggiormente sfruttato, e che lo sviluppo dei servizi da essa offerti per soddisfare i bisogni sociali ed economici permetterà di mettere in atto misure volontaristiche tese ad orientare gli spostamenti verso tale modalità,

Desiderosi di dare un contributo significativo all'applicazione della Convenzione sulla protezione delle Alpi (convenzione alpina), firmata a Salisburgo il 7 novembre 1991,

Desiderosi di condurre tale operazione coerentemente con lo sviluppo delle reti transeuropee di trasporto,

Prendendo atto delle proposte della Commissione intergovernativa,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Titolo I: Disposizioni generali

Articolo 1 – Oggetto

Le Parti stabiliscono con il presente protocollo addizionale all'Accordo sottoscritto a Torino il 29 gennaio 2001 le condizioni di realizzazione del progetto di collegamento ferroviario misto merci-viaggiatori tra Torino e Lione, nonché le condizioni di esercizio di tale opera, una volta realizzata.

Le Parti stabiliscono inoltre con il presente Accordo le condizioni di un migliore utilizzo della linea storica del Fréjus, definendo in particolare le misure di accompagnamento del progetto e le misure di sicurezza.

Il presente Accordo non costituisce uno dei protocolli addizionali previsti all'articolo 4 dell'Accordo firmato a Torino tra i Governi italiano e francese il 29 gennaio 2001. In particolare, non ha come oggetto di permettere l'avvio dei lavori definitivi della parte comune italo-francese, che richiederà l'approvazione di un protocollo addizionale separato, tenendo conto in particolare della partecipazione definitiva dell'Unione europea al progetto.

Articolo 2 – Definizioni

Ai fini del presente Accordo, si intende per:

a) «sezione internazionale», l'insieme delle opere, degli impianti e delle attrezzature ferroviari costruiti e da costruire tra Saint-Didier de-la-Tour e il nodo ferroviario di Torino.

Essa è costituita da tre parti:
- la parte francese, tra i dintorni di Saint-Didier-de-la-Tour e i dintorni di Montmélian ;
- la parte comune italo-francese, tra i dintorni di Montmélian in Francia e di Chiusa S. Michele in Italia (di seguito «la parte comune italo-francese») ;
- la parte italiana, dai dintorni di Chiusa S. Michele al nodo di Torino.

b) «sezione transfrontaliera»: la sezione della parte comune compresa tra Saint-Jean-de-Maurienne in Francia e Susa - Bussoleno in Italia;
c) «CIG», la Commissione intergovernativa italo-francese istituita dall'Accordo del 15 gennaio 1996;
d) «Promotore pubblico», organo comune, dotato di personalità giuridica, costituito e controllato in modo paritetico dagli Stati italiano e francese al fine di realizzare le missioni specificate nell'articolo 6 del presente Accordo;

e) «Linea storica del Fréjus», il tratto di linea ferroviaria situato tra le stazioni di Modane e di Bardonecchia, ivi compresa la galleria storica del Fréjus, ad esclusione delle stazioni.

Articolo 3 – Principi generali

Le Parti decidono di porre sotto il loro controllo paritetico il progetto della nuova linea ferroviaria Torino-Lione e di adottare una governance del progetto e del Promotore pubblico mirante da una parte ad affidare la responsabilità operativa del progetto al Promotore pubblico e dall'altra, attraverso un controllo del suddetto Promotore pubblico, assicurare la qualità, la tracciabilità, l'imparzialità e la coerenza dell'attività del Promotore pubblico e la performance complessiva dell'operazione e nel rispetto del calendario e dello stanziamento di bilancio assegnato, nonché l'applicazione della sicurezza.

Articolo 4 – Parte comune italo-francese

La parte comune italo-francese della nuova linea ferroviaria Torino-Lione è costituita, secondo la mappa riportata nell'allegato 1 del presente Accordo (tale allegato è parte integrante del presente Accordo):

a) in Francia, una sezione di 33 chilometri circa attraverso il massiccio di Belledonne e comprendente i tunnel a due canne di Belledonne e di Glandon;
b) da un tunnel a due canne di circa 57 chilometri tra Saint–Jean–de-Maurienne in Francia e Susa-Bussoleno in Italia, scavato sotto le Alpi in territorio italiano e francese e comprendente tre aree di sicurezza a La Praz, Modane e Clarea;
c) da una sezione all'aperto di circa 3 chilometri in territorio italiano a Susa;
d) da un tunnel a due canne di circa 19,5 chilometri. situato sul territorio italiano, tra Susa e Chiusa San Michele;
e) in Italia ed in Francia dalle opere di raccordo alla linea storica;
f) nonché da tutte le opere annesse (stazioni, impianti elettrici, ecc.) necessarie all'esercizio ferroviario e da quelle che successivamente le Parti potranno ritenere che debbano essere comprese in detta parte comune italo-francese.

Tali opere saranno realizzate in diverse fasi funzionali.

In una prima fase, oggetto di questo Accordo, sarà realizzata la sezione transfrontaliera, che comprende le stazioni di Saint-Jean-de-Maurienne e di Susa, nonché i raccordi alle linee esistenti secondo la mappa allegata.

In aggiunta, Rete Ferroviaria Italiana (qui di seguito "RFI") realizzerà dei lavori di miglioramento della capacità sulla linea storica tra Avigliana e Bussoleno.

La consistenza delle fasi successive sarà definita dalle Parti nell'ambito di accordi ulteriori.

Articolo 5 – Messa in opera

Il titolo II del presente Accordo definisce le disposizioni relative alla governance del progetto e al diritto applicabile.

Il titolo III precisa alcune disposizioni relative alla conduzione degli studi e dei lavori preliminari della parte comune italo-francese.

Il titolo IV definisce le disposizioni relative alle modalità di realizzazione del progetto.

Il titolo V definisce le disposizioni applicabili alla messa in servizio ed esercizio della sezione transfrontaliera.

Il titolo VI definisce le misure di accompagnamento del progetto.

Infine, il titolo VII definisce le disposizioni finali relative all'entrata in vigore e alla revisione del presente Accordo, nonché quelle relative alla risoluzione delle controversie.

Conformemente alle disposizioni dell'articolo 4 dell'Accordo del 29 gennaio 2001, un nuovo Protocollo addizionale completerà l'Accordo così modificato per definire le modalità di avvio dei lavori definitivi della sezione comune italo-francese.

Titolo II: Governance del progetto – Diritto applicabile

Articolo 6 – Ruolo del Promotore pubblico

6.1 Il Promotore pubblico è un ente aggiudicatore ai sensi della direttiva 2004/17/CE del 31 marzo 2004, istituito dalle Parti in conformità ai principi definiti dall'articolo 3 del presente Accordo.
Esso è l'unico responsabile della conclusione e del monitoraggio dell'esecuzione dei contratti, richiesti dalla progettazione, dalla realizzazione e dall'esercizio della sezione transfrontaliera dell'opera.

Esso assicura la direzione strategica e operativa del progetto ed è responsabile del suo buon fine nei confronti delle Parti e dell'Unione europea.

Esso è altresì competente ad effettuare qualsiasi operazione in grado di facilitare o completare la realizzazione delle missioni sopra elencate.

La sede del Promotore pubblico è fissata a Chambéry (Francia), dove sarà allocata almeno la metà del personale, mentre la Direzione operativa è fissata a Torino (Italia).

6.2. Il Promotore pubblico ha la qualifica di gestore dell'infrastruttura della sezione transfrontaliera ai sensi della direttiva 2001/14/CE e potrà delegare tutte o alcune delle missioni che gli sono affidate in tale qualità, concludendo accordi con altri gestori di infrastrutture dei due Stati.

Nell'ipotesi in cui il Promotore pubblico decidesse di procedere a tale delega dalla messa in servizio dell'opera, tale decisione dovrebbe essere presa almeno 2 anni prima della messa in servizio.

6.3 Lo statuto e il regolamento interno del Promotore pubblico recepiscono le disposizioni del presente Accordo per consentire la sua attuazione.

Il Promotore pubblico è responsabile, nei confronti delle Parti del presente Accordo, del rispetto delle direttive applicabili al progetto.

6.4 La composizione del Consiglio di amministrazione del Promotore pubblico è paritaria tra i due Stati. Il Direttore Generale e il Direttore Amministrativo e Finanziario sono nominati dalla Parte italiana. Il Presidente del Consiglio di amministrazione, il Presidente della Commissione dei contratti e il Presidente del Servizio permanente di controllo sono nominati dalla Parte francese. Il direttore generale è assistito da un direttore giuridico che è nominato dalla Parte francese.

E' membro del Consiglio di Amministrazione un rappresentante della Commissione europea, che partecipa alle riunioni senza diritto di voto.

Dei rappresentanti della Regione Rodano–Alpi (Francia) e della Regione Piemonte (Italia) possono assistere, alle condizioni previste dallo statuto del Promotore pubblico, alle riunioni del CdA in qualità di osservatori senza diritto di voto.

Il Direttore Generale viene nominato dalla Parte italiana tra i consiglieri di amministrazione. Allo stesso saranno delegate tutte le responsabilità operative della società ivi comprese: la definizione dell'organigramma societario, delle risorse umane, del bilancio e dell'attività finanziaria.

Tutti gli effettivi saranno scelti esclusivamente sulla base delle competenze dei candidati.

La durata del mandato del Presidente e del Direttore Generale è di 6 anni. Tali mandati sono rinnovabili.

6.5 A prescindere da qualsiasi disposizione contraria, incompatibile o più restrittiva rispetto alla legislazione nazionale applicabile al Promotore pubblico:

- il Promotore pubblico può concludere tutti i tipi di contratto per la realizzazione della sua missione, se sono consentiti dalla direttiva 2004/17/CE e rispettano i principi, gli obiettivi e le disposizioni da essa contemplati;
- per l'aggiudicazione di tali contratti il Promotore pubblico rispetta i principi di libertà di accesso alla commessa pubblica, di parità di trattamento dei candidati e di trasparenza delle procedure e applica tutti i principi menzionati nell'articolo 7.1 del presente Accordo, nonché gli obiettivi e le norme imposti dalla direttiva 89/665/CEE del Consiglio del 21 dicembre 1989 recante coordinamento delle disposizioni legislative, regolamentari ed amministrative relative all'applicazione delle procedure di ricorso in materia di aggiudicazione di appalti di forniture e di lavori, modificata segnatamente dalla direttiva 2007/66/CE.

Per quanto concerne le condizioni di aggiudicazione e di esecuzione dei contratti relativi ai lavori, alle forniture e ai servizi necessari alla realizzazione delle proprie missioni legate alla progettazione, alla realizzazione e all'esercizio della sezione transfrontaliera dell'opera, il Promotore pubblico è tenuto all'osservanza della Costituzione francese oltre che dei regolamenti e delle direttive comunitarie, con specifico riferimento alla direttiva 2004/17/CE. Sulla base della supremazia della normativa comunitaria si disapplicano le norme di diritto nazionale nei casi in cui quest'ultimo si rilevasse contrario, incompatibile o più restrittivo rispetto alla direttiva indicata. Il Promotore pubblico può mettere in atto le procedure di diritto

nazionale che ritiene adeguate, a condizione che siano strettamente compatibili con il diritto comunitario.

Le direttive comunitarie menzionate dal presente Accordo riguardano anche le direttive successive aventi il medesimo oggetto.

Per quanto riguarda le misure di accompagnamento dei cantieri, il Promotore pubblico applica, per la parte francese la "Démarche Grand Chantier" e per la parte italiana la legge della Regione Piemonte "Promozione di interventi a favore dei territori interessati dalla realizzazione di grandi infrastrutture. Cantieri-Sviluppo-Territorio", per quanto compatibili con il presente Accordo.

Articolo 7 – Commissione dei contratti

7.1 È istituita una Commissione dei contratti in seno al Promotore pubblico, per garantire i principi menzionati all'art. 6.5 del presente Accordo e le esigenze di scelta dell'offerta economicamente più vantaggiosa e di rigore finanziario nell'esecuzione dei contratti.

La Commissione dei contratti è competente esclusivamente per i contratti di servizi, lavori e forniture la cui conclusione è obbligatoriamente soggetta a una procedura con pubblicità del bando e indizione di gara, formalizzata in applicazione della direttiva 2004/17/CE.

La Commissione dei contratti si compone di esperti indipendenti riconosciuti per le loro competenze negli aspetti tecnici, giuridici, economici e finanziari dell'aggiudicazione e dell'esecuzione dei suddetti contratti, stipulati dal Promotore pubblico. Tali esperti non possono essere membri del Consiglio di amministrazione.

La Commissione dei contratti è composta di 12 membri, nominati per metà da ogni Parte.

Ogni Parte notifica il nome di ciascun membro della Commissione che intende designare all'altra Parte, che dispone di un termine di quindici giorni per fare conoscere la propria decisione. In assenza di obiezioni entro tale termine, è ritenuto che l'altra Parte abbia approvato la designazione. Un membro può essere ricusato unicamente per giusta causa, motivata per iscritto. In caso di ricusazione, la Parte interessata deve designare un altro candidato, che non può più essere ricusato.

Il Presidente della Commissione dei contratti è nominato dalla Parte francese; egli ha voto preponderante in caso di parità.

Il mandato dei membri della Commissione dei contratti ha una durata di 5 anni ed è rinnovabile.

La Commissione dei contratti delibera validamente solo a condizione che la metà dei membri sia presente o rappresentata.

7.2 Prima dell'avvio di una procedura di aggiudicazione dei contratti, la Commissione dei contratti verifica la sufficiente determinazione dei fabbisogni, il rispetto della direttiva 2004/17/CE, la pertinenza della procedura adottata e dei criteri prescelti per la selezione delle candidature e delle offerte, nonché la pertinenza del fascicolo di consultazione delle aziende.

Su tali questioni la Commissione formula un parere giuridico, tecnico, economico e finanziario, prima della pubblicazione del bando di gara pubblico.

La Commissione riceve un resoconto del contenuto dei fascicoli delle candidature e delle offerte.

La Commissione controlla il contenuto delle negoziazioni, per le quali riceve un resoconto regolare. L'insieme o una parte dei membri della Commissione possono essere associati alle negoziazioni dei contratti o ai dialoghi competitivi che ne precedono l'aggiudicazione.

Ogni membro della Commissione dei contratti, tenuto al rispetto della riservatezza delle offerte e delle procedure di aggiudicazione degli appalti, gode di un diritto di disponibilità dei documenti e di consultazione in loco dei fascicoli delle candidature e delle offerte dei candidati e, più in generale, di tutti i documenti elaborati dal Promotore pubblico dai candidati nell'ambito della procedura.

La Commissione dei contratti controlla la validità dell'eliminazione delle candidature e delle offerte, nonché la pertinenza delle analisi e delle proposte del Promotore pubblico relative alle offerte. Formula il proprio parere preventivamente a ogni decisione relativa alle candidature, alle offerte, al mancato esito, alla dichiarazione senza seguito o, più in generale, all'eventuale interruzione della procedura nonché alla scelta finale dell'aggiudicatario dell'appalto.

7.3 Sarà costituita una Commissione di valutazione che svolgerà un preliminare lavoro istruttorio sulle offerte finali ricevute.

I membri di tale Commissione sono nominati successivamente all'arrivo delle offerte finali da parte dei concorrenti, dal Presidente della Commissione dei contratti, scegliendo tra i componenti della stessa in composizione paritetica tra i due Stati, motivando la scelta sulla base delle specifiche professionalità degli esperti indicati.

Il Presidente della Commissione di valutazione è nominato dal Presidente della Commissione dei contratti; il suo voto è preponderante in caso di parità.

La Commissione sarà composta da 6 membri, che parteciperanno alle deliberazioni e al voto della Commissione dei contratti quando discuterà del parere che deve esprimere sull'aggiudicazione dell'appalto. Alla fine dell'istruttoria che avrà effettuato, la Commissione di valutazione consegna una relazione tecnica alla Commissione dei contratti in seduta plenaria. La Commissione di valutazione formulerà nella suddetta relazione una proposta di parere sull'aggiudicazione dell'appalto, che la Commissione dei contratti dovrà esprimere al Direttore Generale del Promotore pubblico.

7.4 Durante l'esecuzione dei contratti, sarà adita la Commissione dei contratti per eventuali reclami o richieste di modifiche avanzati dai titolari dei contratti conclusi dal Promotore pubblico, per bozze di clausole aggiuntive, bozze di conto generale e definitivo o documento equivalente, e per qualsiasi progetto di transazione con i titolari dei contratti conclusi dal Promotore pubblico. La Commissione dei contratti formula il proprio parere prima di qualsiasi modifica sostanziale dei contratti, prima della firma di eventuali clausole aggiuntive, dell'accettazione totale o parziale di eventuali reclami, della notifica di qualsiasi conto generale e definitivo o di eventuale documento sostitutivo e di eventuali transazioni.